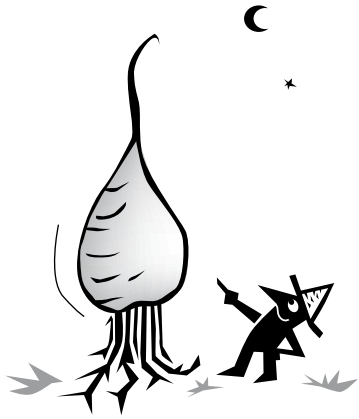


## La souveraineté alimentaire

comment s'enracine-t-elle?



La souveraineté alimentaire peut être vécue partout dans le monde. Ensemble, nous cherchons des solutions et nous les trouvons dans le sol, dans les semences, dans la nature, dans nos assiettes, en nous, avec nos amies et nos amis et dans la société. Le concept de la souveraineté alimentaire contient notre monde, ce que nous avons en commun avec les autres, nos réseaux et notre solidarité. Lorsque nous agissons et que nous réalisons nos idées avec courage et créativité, il y a tant de choses à découvrir! Dans les petites choses et les grandes, dans les régions et à l'échelle mondiale, avec ardeur et en couleurs, en réseau, terre-à-terre, caché et au grand jour. Cette brochure vous encourage à découvrir, vivre et développer la souveraineté alimentaire.

ISBN: 978-2-9700870-0-7



## LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU CHAMP COMME DANS L'ASSIETTE

Du concept aux actions

Editeur: uniterre

# AVANT-PROPOS



## **La poursuite de la politique actuelle n'est pas une option!**

Près de 900 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Il y a assez de nourriture, mais elle est transportée chez ceux qui ont suffisamment d'argent. La récolte de céréales à l'échelle mondiale n'a jamais été aussi importante qu'en 2011 avec 2,3 milliards de tonnes. Cependant, plus que la moitié a été transformée en nourriture pour les animaux, en carburant et en matière première pour l'industrie. Nos habitudes alimentaires et notre gaspillage des ressources nous rendent auteurs et complices de la crise alimentaire.

Dans ce contexte, les Nations Unies ont initié un processus remarquable en 2003. Quelque 400 expertes et experts du monde entier ont mené une évaluation pluridisciplinaire des sciences et technologies agricoles. Leur conclusion : « La poursuite de la politique actuelle n'est pas une option ! » La production écologique, l'accès à la terre, à l'eau et aux semences, le soutien aux femmes, la justice et la souveraineté font partie des exigences formulées à l'issue de ce processus. Le droit à la nourriture étant un droit humain, il faut lui accorder une priorité absolue. Partant, le concept de la souveraineté alimentaire est présenté comme une solution logique.

Les citoyennes et citoyens ont pris connaissance de ces résultats et ils les ont mis en lien avec leurs propres expériences. En 2013 par exemple, 25 000 personnes ont manifesté à Berlin pour exiger une réforme de la politique agricole commune de l'Europe. Leur message : « Nous avons assez de l'agroindustrie ! Une nourriture saine ! Une agriculture saine ! Maintenant ! ». Les manifestantes et les manifestants ont exigé une politique qui met au centre le respect des hommes, des animaux et de l'environnement; ils rejettent l'industrialisation de l'agriculture (voir chapitre 1 Pour en savoir plus), les usines d'animaux, l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques, ainsi que la marchandisation des aliments. Un tel signal est porteur d'espoir et de courage, car il nous montre que nos demandes bénéficient d'un large soutien.

Dans cette brochure, vous découvrirez comment réaliser la souveraineté alimentaire. Nous présentons des initiatives concrètes et donnons la parole à leurs actrices et acteurs. Il s'agit de proximité, de fiabilité et de solidarité mondiale. Nous voulons connaître l'origine de nos aliments et savoir comment ils ont été produits. Pour notre approvisionnement, nous avons besoin d'un concept qui ne se base pas sur l'exploitation des humains et de la nature.

*Ulrike Minkner, coprésidente Uniterre Suisse*

**Source :** [www.weltagrarbericht.de](http://www.weltagrarbericht.de), Wege aus der Hungerkrise

# TABLE DES MATIÈRES

Page 9

## **CHAPITRE 1 : LE CONCEPT DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE**

### **1.1 LA NAISSANCE DU CONCEPT DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE**

*Paul Nicholson (leader paysan, membre de l'organisation basque Ehne Biskaia, ancien membre du comité de coordination international de La Via Campesina)*

### **1.2 AVEC LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE, TOUT LE MONDE MANGE**

*Thomas Gröbly, chargé de cours en éthique et durabilité (Fachhochschule Nordwestschweiz et Redémarrer la Suisse)*

### **1.3 CULTIVER POUR UNE AUTRE TERRE**

*Balthasar Glättli (Conseiller national LesVerts, président de l'intergroupe parlementaire Souveraineté alimentaire)*

Page 17

## **CHAPITRE 2 : LA FORCE POLITIQUE**

### **DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE**

### **2.1 L'HISTORIQUE DES LUTTES DE LA VIA CAMPESINA**

*Paul Nicholson (La Via Campesina)*

### **2.2 DES ÊTRES HUMAINS AU CŒUR DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES-CORRESPONDANCE FICTIVE ENTRE DEUX PAYSANNES**

*Jakob Alt (co-président d'Uniterre)*

### **2.3 IMPACTS DE LA NON-SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE DE LA SUISSE AU SUD**

– LA GRANDE ARNAQUE DU LAIT

*Anne Gueye-Girardet (Uniterre)*

– CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE – NOUS AVONS UNE VRAIE RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE

*Philippe Sauvin (l'Autre syndicat et secrétaire de la Plateforme pour une agriculture socialement durable)*

### **2.4 DES FORMATIONS ALTERNATIVES POUR SEMER LES GRAINES DU CHANGEMENT**

*Anne Gueye-Girardet (Uniterre) et Annelies Schorpion (ECVC)*



**CHAPITRE 3 : LA MISE EN PRATIQUE DE LA SOUVERAINETE****ALIMENTAIRE DANS LES FILIERES****3.1 DE LA NECESSITE DE RELOCALISER LES FILIERES**

Rudi Berli (paysan et secrétaire syndical à Uniterre)

**3.2 MARCHÉ ÉQUITABLE ET QUESTIONS DE PRIX EN SUISSE**

Hans Bieri (Directeur de l'Association suisse industrie et agriculture, SVIL)

**3.3 DES EXEMPLES DE STRATEGIES COLLECTIVES EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE**

– DU LAIT VENDU À UN PRIX ÉQUITABLE EN EUROPE

Nicolas Bezençon (secrétaire syndical à Uniterre)

– LES PAINS TOURNERÊVE :

DE LA TERRE AU PAIN, DU PAYSAN AU BOULANGER

Thomas Descombes (paysan à Choulex-Ge)

– LE FINANCEMENT SOLIDAIRE : UN ROUAGE INDISPENSABLE

Fabienne Tschanz et Dominique Chauvet (Jardins du Flon)

**3.4 CREONS VINGT, TRENTE, MILLE PROJETS D'AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITE DANS TOUT LE PAYS!**

Josef Zisyadis (parlementaire suisse de 1991 à 2011)

**CHAPITRE 4 : DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE A LA FERME****4.1 REHUMANISER L'AGRICULTURE, LE TRAVAIL ET LA VIE A LA FERME**

Paul Sautebin (paysan à La Ferrière

et président de la section Jura d'Uniterre)

**4.2 DES ACTES DE TERRAIN**

– VIVRE DE SA PRODUCTION LAITIÈRE, ENTRE AUTONOMIE ET OUVREMENT SUR LE TERRITOIRE RÉGIONAL

Patrice Dubosson (producteur de lait au Val d'Illeiez et co-président de la Commission Lait d'Uniterre)

– ADAPTER LA FERME TRANSMISE PAR SES PARENTS POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE?

Nicolas Bovet, Mathias et Isabelle Corthay (producteurs à Arnex-sur-Orbe et Meinier)

– A LA BASE, NOTRE SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE

Roni Vonmoos-Schaub (sélectionneur et multiplicateur de semences à Erschmatt)

**4.3 ECLAIRAGE : L'AGROÉCOLOGIE**

Anne Gueye-Girardet (Uniterre)

**CHAPITRE 5 : QUEL ACCES A LA TERRE EN SUISSE ?****5.1 TENDRE LES BRAS AUX GENERATIONS FUTURES**

Valentina Hemmeler-Maiga (secrétaire syndicale à Uniterre)

**5.2 CHERCHONS: TERRES**

Remo Wyss (Longo Mai)

**5.3 KATHARINA : MÉTIER DE RÊVE : PAYSANNE**

Madlen, Noëmi, Ruth, Lukas (apprentis à l'école BioSchwand)

**CHAPITRE 6 : LES CONSOMMATEURS, QU'ONT-ILS A GAGNER AVEC LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?****6.1 GARDER LA MAITRISE DU CONTENU DE SON ASSIETTE GRACE A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE**

Aline Clerc (responsable agriculture à la fédération romande des consommateurs)

**6.2 DE L'AGRICULTURE PAYSANNE DANS MON ASSIETTE !**

Martine Meldem (productrice à Apples, Marché Paysan, Jardin du Flon et députée Vert Lib'au Grand Conseil)

**6.3 AVEC OU SANS ANTIBIOTIQUES POUR ACCOMPAGNER VOTRE VIANDE ?**

Jakob Alt (Uniterre) et Erika Städeli Scherrer (Fédération des consommateurs du nord-ouest de la Suisse)

**6.4 QUELLE AGRICULTURE VOULEZ VOUS ?**

Nelly Niwa (architecte urbaniste, directrice du projet Vaud2030 à l'Université de Lausanne)

**6.5 POURQUOI S'ABONNER À UN PANIER ?**

Mathieu Glayre (Decroissance Vaud) et Fabienne Tschanz (jardin du Flon)

**CHAPITRE 7 : NOURRIR LES VILLES, RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES****7.1 LA VILLE NE PEUT PAS S'ÉCARTER DU DÉBAT SUR L'AGRICULTURE – GENÈVE PRÉCURSEUR**

Sandrine Salerno (Conseillère administrative de la Ville de Genève)

**7.2 NOS RELATIONS VILLE-CAMPAGNE**

– AGRICULTURE URBAINE À BÂLE

Florian Buchwalder (paysan à Laufon et président de la section NordwestSchweiz d'Uniterre)

– LAUSANNE : CORDONNER PLUSIEURS SERVICES DE LA VILLE

Sarah Huber (coordinatrice développement durable et Michèle Montet, SAJE, Ville de Lausanne)

**7.3 REDÉMARRER LA SUISSE**

Thomas Gröbly (Fachhochschule Nordwestschweiz)



# CHAPITRE 1 : LE CONCEPT DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En 1996, La Via Campesina présente, en marge du sommet de la FAO, le concept de souveraineté alimentaire.



# 1.1 LA NAISSANCE DU CONCEPT DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Texte : Paul Nicholson

En 1996, le seul principe internationalement reconnu et discuté concernant l'alimentation était la « sécurité alimentaire ». Cela se résumait au droit à l'accès à la nourriture. Celle-ci devait être fournie par le marché. Pourtant, les communautés de petits paysans subissaient déjà de nombreuses crises et la faim les touchait tout particulièrement. La Via Campesina (voir « Pour en savoir plus ») constatait que le problème n'était pas seulement l'accès à la nourriture, mais surtout l'accès aux moyens permettant de la produire au plan local. La souveraineté alimentaire a -dans un premier temps- été pensée et développée par des paysannes. Elles venaient de différents continents, elles avaient une vision éthique et non corporatiste. C'est environ six ans après que le concept a été empoigné par la société civile et est devenu populaire.

## Quelles sont les principes clés, inaliénables, de la souveraineté alimentaire ?

- En tout premier lieu, c'est de reconnaître que l'alimentation est un droit. Et que pour garantir la sécurité alimentaire, il faut pouvoir développer une souveraineté alimentaire. Sans celle-ci, tout programme de sécurité alimentaire est voué à l'échec. Les crises alimentaires successives sont issues des politiques qui détruisent les capacités de production au niveau local.
- C'est un concept qui affirme le droit politique de déterminer nos propres politiques agricoles et alimentaires.
- Il exige une régulation des importations et des exportations et plus généralement des marchés alimentaires. Ceci implique de renoncer aux subventions à l'exportation pour les denrées alimentaires et produits agricoles et avoir le droit de se protéger d'importation à bas prix. Il encourage le développement de réseaux alimentaires locaux.
- Il reconnaît que les biens communs (la terre, les semences, l'eau, etc.) ne doivent pas être privatisés. Ils doivent être en main de celles et ceux qui produisent la nourriture. Une des raisons qui rendent très difficile l'installation de nouvelles générations de paysannes et de paysans est la privatisation croissante des biens communs.
- C'est le droit pour les citoyen-ne-s de savoir ce qu'ils mangent, comment, où et par qui cela a été produit. C'est un droit démocratique de contrôler la chaîne alimentaire.

- La Via Campesina constate que ce sont les petites structures paysannes qui sont en mesure de nourrir la planète. 70% de la nourriture est consommée localement. Non seulement ce type de modèle à petite échelle, agroécologique, est capable de nourrir la population mondiale, mais de plus il contribue à atténuer les effets négatifs sur le climat. (D'après la déclaration Nyéléni 2007, voir « Pour en savoir plus »)

**Nous faisons souvent face à la critique que la souveraineté alimentaire n'aît pas une définition établie qui puisse se vérifier dans un règlement international ou un dictionnaire.**

La souveraineté alimentaire n'est pas une loi dogmatique et statique ! Elle est dynamique, elle vit avec son temps et s'enrichit des expériences. Elle n'est pas détenue ou brevetée par une quelconque organisation ; elle appartient aux peuples. Le danger est bien sûr que des politiciens s'en emparent à des fins purement politiques, qu'ils la déforment ou ne la comprennent pas. Des tentatives de cooptations existent de la part de certains politiciens, de multinationales, d'ONG ou d'organisations paysannes qui la brandissent comme paravent et ne remettent absolument pas en cause le modèle productiviste et néolibéral actuel. Il faut être attentif à cela ; seules des actions locales peuvent contrer cette tendance à la récupération, car elles permettent de transformer notre société en profondeur.

Selon nous, figer le concept serait une erreur. C'est pourquoi La Via Campesina estime qu'il faut maintenir le cap et le faire évoluer par la mise en mouvement de la société. C'est là que se trouve la clé du succès. La mise en place de larges plateformes autour de la souveraineté alimentaire dans différents pays le prouve. Pour obtenir des décisions favorables au niveau global, nous ne pouvons que passer par un renforcement local.



## 1.2 AVEC LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, TOUT LE MONDE MANGE

Texte: Thomas Gröbly

L'avenir appartient au concept de la souveraineté alimentaire. Il réunit les trois aspects de la durabilité: il offre une survie économique aux paysannes et aux paysans. Socialement, il protège les droits du travail et il crée des conditions garantissant que les humains assumeront leur responsabilité. La nourriture ne proviendra plus d'un monde anonyme des marchandises et redeviendra une question de lien avec les paysannes, paysans, transformateurs et la nature. Écologiquement, le concept fournit un cadre protégeant le sol, l'eau, la diversité des semences et la biodiversité. Il est essentiel que le « droit à l'alimentation » ait la priorité absolue devant tout autre intérêt. Toutefois, il ne s'agit pas d'une souveraineté totale, car nous vivons dans une société avec une division du travail et avec une multitude de dépendances sociales et écologiques. À partir du moment où la durabilité est prise au sérieux, il y a incompatibilité entre le libre-échange agricole et la souveraineté alimentaire.

### Objections et contre-objections

1. «La souveraineté alimentaire est un concept pour les pays pauvres, pas pour la Suisse prospère. Il est injuste de fermer l'accès aux pays pauvres aux marchés du Nord.»

Orienter l'économie vers l'exportation, c'est une stratégie qui a échoué dans beaucoup de pays du Sud. Ils ont abandonné l'autosuffisance et ils sont devenus dépendants des prix du marché mondial. La souveraineté alimentaire de la Suisse vise une participation démocratique autant dans les pays du Sud que chez nous. Néanmoins, il ne faut pas confondre souveraineté alimentaire avec autarcie. Le commerce international avec certains produits n'est pas exclu. Mais: le subventionnement de l'agriculture par les pays industrialisés se monte à environ 1 milliard de Dollars US par jour et cela détruit l'agriculture et la transformation dans les pays du Sud.

2. «La souveraineté alimentaire gêne les effets positifs de la concurrence et du libre marché.»

Tout indique que l'idée de la concurrence va à l'encontre des principes de la durabilité, puisque l'Homme et la Nature en payent le prix. Le « libre marché » est écologiquement et socialement insatisfaisant il ne peut garantir l'alimentation à tout le monde. Tant et aussi longtemps que le pouvoir d'achat est décisif, le « droit humain à l'alimentation » ne sera pas mis en œuvre.

3. «Sur fond de mondialisation, il est insensé de s'orienter vers l'auto-provisionnement.»

Il est naïf de croire qu'on pourra toujours acheter suffisamment de denrées alimentaires sur le marché mondial. Plusieurs crises alimentaires montrent clairement que les pays riches ont besoin d'un approvisionnement local et une d'agriculture paysanne forte. La priorité de l'auto-provisionnement est une exigence écologique, elle renforce en outre la sécurité sociale et l'autonomie des citoyens d'un pays.



4. «Seule une agriculture industrielle très productive peut survivre. La souveraineté alimentaire est une entrave au changement structurel nécessaire.»

Le rapport IAASTD sur l'agriculture de l'ONU (voir « Pour en savoir plus ») confirme que l'agriculture industrielle n'a pas d'avenir, qu'elle est un luxe. Les transformations génétiques ne jouent qu'un rôle secondaire (voir « Pour en savoir plus »). L'objection susmentionnée prend le problème par le mauvais bout, le contraire est vrai: les contraintes économiques pour le changement structurel entravent la souveraineté alimentaire et la durabilité. Seule une agriculture écologique à petite échelle peut nourrir toute l'humanité. Souvent, ce n'est pas une question de quantités, mais de l'accès à la terre, à l'eau, aux semences. Le concept de la souveraineté alimentaire apporte des solutions. Chaque pays – qu'il soit riche ou pauvre – doit mettre en œuvre les conclusions du rapport IAASTD sur l'agriculture sur son propre territoire.

5. «La souveraineté alimentaire favorise le nationalisme.»

La souveraineté alimentaire est un concept mondial qui vise un approvisionnement matériel local, tout en cherchant une conscience globale à l'échelle idéologique. Il ne s'agit aucunement d'un repli nationaliste, mais d'un renforcement des liens entre régions voisines, afin de surmonter les défis mondiaux. La souveraineté alimentaire augmente la transparence et la crédibilité grâce à des engagements fermes dans une multitude de coopérations entre producteurs et consommateurs.

**Par conséquent, le concept de la souveraineté alimentaire n'est ni un retour à l'âge de pierre, ni un cloisonnement du marché. C'est un concept d'avenir qui ouvre la voie à une économie circulaire basée sur l'énergie solaire qui renforce la solidarité mondiale, la participation démocratique et la coopération entre tous les acteurs.**

## 1.3 CULTIVER POUR UNE AUTRE TERRE

Texte: *Balthasar Glättli*

Pendant le débat parlementaire sur la politique agricole 2014-2017, les différentes positions se sont affrontées. Résultat: la souveraineté alimentaire sera mentionnée dans notre loi. Toutefois, c'est une victoire à la Pyrrhus. Voici le tout nouvel article 2, alinéa 4 de la loi sur l'agriculture: « [Les mesures de la Confédération] s'orientent d'après le principe de la souveraineté alimentaire pour prendre en compte les besoins des consommateurs en produits du pays diversifiés, durables et de haute qualité. » Ainsi, on a inscrit un terme amputé dans la loi et conjuré, pour l'instant, sa force critique et explosive. Le concept simplifié d'une sécurité alimentaire avec des produits nationaux a gagné le soutien d'une majorité qui a également préféré fermer les yeux devant l'occultation des importations de foin. C'est complètement absurde: on importe des fourrages pour produire des excédents à exporter à des prix de dumping... la conséquence étant la destruction des structures d'auto-alimentation issue de l'agriculture paysanne des pays de destination.

### Le sol n'est pas extensible

Le fait que le sol n'est pas un bien comme les autres, est une réalité complètement refoulée. Il n'est pas extensible et sa fertilité nécessite une exploitation soignée. Mais pour le grand public, la production agricole devient de plus en plus invisible – enfin, les denrées alimentaires proviennent du supermarché!

Parallèlement, l'influence de la spéculation grandit sans cesse dans le secteur agricole. Avec la crise financière, les matières premières agricoles et les sols sont devenus sujets à la spéculation.

### Hors du marché: prendre soin

Les libres marchés agricoles vaincront la faim dans le monde? Actuellement, tout porte à croire le contraire! En Suisse, comme partout ailleurs, il faut remettre en question la croyance dans le libre marché. Le monde paysan progressiste doit discuter des paradoxes de la « stratégie de qualité »: Le marché est-il le seul, le bon moteur pour l'écologisation? N'y a-t-il pas des domaines qu'on pourrait planifier de façon plus judicieuse?

Pour moi, c'est la reconnaissance sociale des paysannes et des paysans, des collectifs agricoles et des maraîchers urbains qui se trouve au centre de la souveraineté alimentaire. La reconnaissance de celles et ceux qui ne produisent pas les denrées alimentaires comme n'importe quelle

marchandise pour faire des gains, de celles et ceux à qui le bien-être de tous les peuples tient à cœur.

Les paysannes et les paysans doivent aider à porter cette compréhension globale de la souveraineté alimentaire dans la société et dans la politique. Grâce à Uniterre, cette conscientisation a déjà fait de bons progrès dans la Romandie, mais en Suisse allemande, il faut encore fournir un très gros travail d'information. Dans le concept de la souveraineté alimentaire, il faut réunir la critique des aliments très bon marché, du gaspillage de nourriture, de la spéculation alimentaire, de l'accaparement des terres, du commerce agricole sans limites et de l'agriculture dépendante du pétrole.

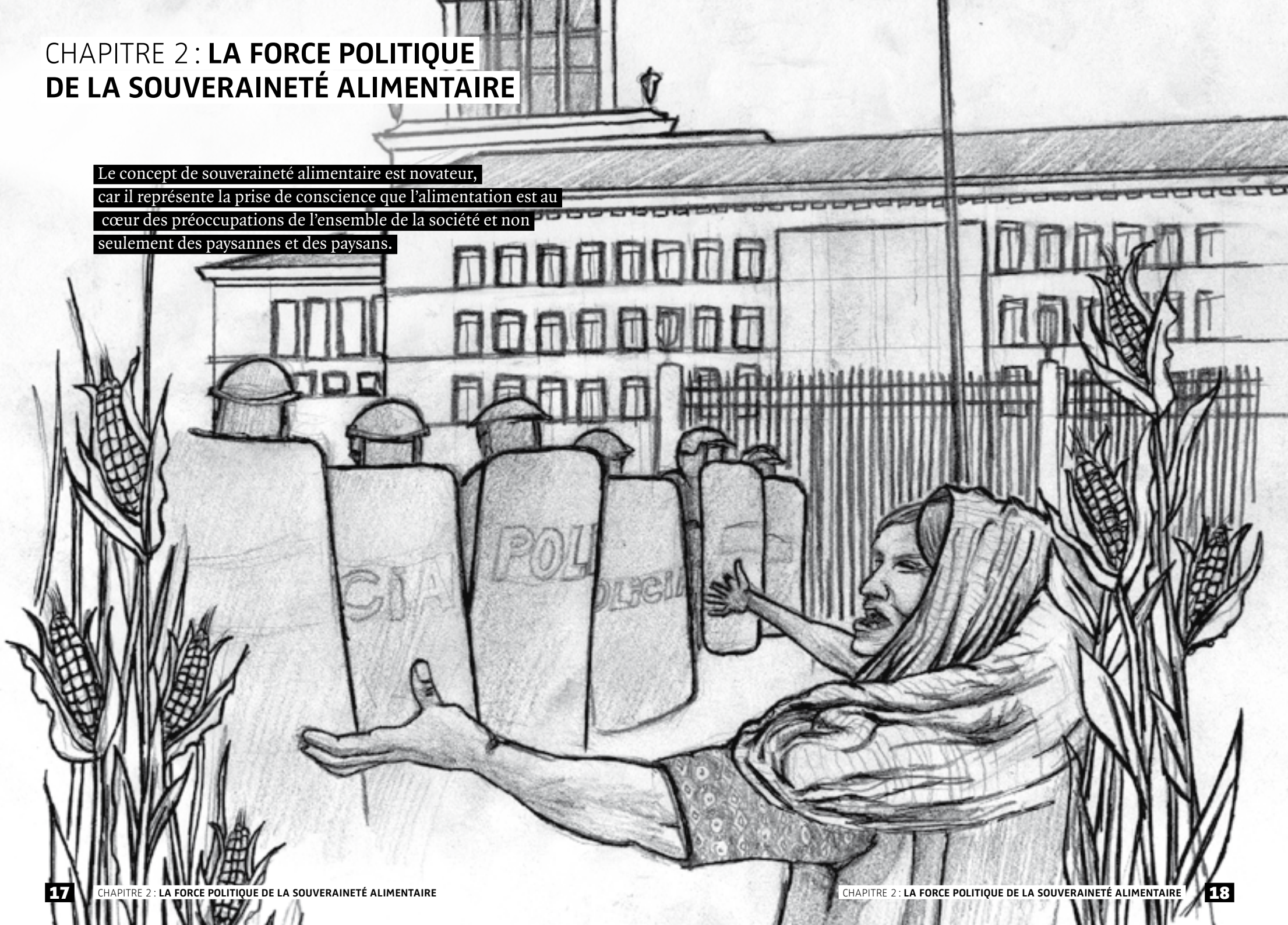
### POUR EN SAVOIR PLUS

- **La Via Campesina** est née en 1993 et regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre. [www.laviacampesina.org](http://www.laviacampesina.org)
- **Agriculture paysanne** Économie circulaire multifonctionnelle, qui cultive une nourriture diversifiée et saine sans exploiter la nature, tout en créant des emplois sur les fermes et dans la région. Il y a une volonté de régler des conflits en approfondissant les connaissances sur le fonctionnement de l'ensemble du système.
- **Agriculture industrielle** Économie basée sur la maximisation des profits et sur la croissance de la productivité. Cette agriculture « hors-sol » ou dépendante d'intrants extérieurs se caractérise par une spécialisation élevée, l'utilisation de procédures techniques, un investissement élevé, une production de masse standardisée et une main d'œuvre, dont les savoirs ne sont pas reconnus. Il y a une volonté de régler des conflits avec des interventions ponctuelles et techniques. Dans cette brochure, les termes « agriculture paysanne » et « agriculture industrielle » sont utilisés en reconnaissant que leurs délimitations sont mouvantes et qu'il s'agit seulement de tendances.
- **Rapport IAASTD** Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement. Genève 2008. Ce rapport de 400 scientifiques de l'IAASTD - comparable au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – aboutit après quatre ans de travaux à une conclusion sans appel: la production alimentaire actuelle n'est pas durable. Coprésidé par l'agronome suisse Hans Rudolf Herren, ce document a été approuvé à Johannesburg par 60 pays représentatifs de toutes régions, dont la Suisse, ainsi que par la Banque mondiale. Disponible sous: [www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)
- **Les plantes génétiquement modifiées** ou les variétés hybrides sont les produits exemplaires d'une approche réductionniste qui consiste en la poursuite de l'idée que c'est la génétique des plantes qui est le facteur limitant la production. Selon le rapport IAASTD, seule une agriculture multifonctionnelle qui tient compte du système écologique et des aspects sociaux dans leur ensemble peut aider à vaincre la pauvreté et la famine.
- **Déclaration Nyéléni 2007**: [www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org)
- [www.uniterre.ch/index.php/fr/dossiers/souverainete-alimentaire](http://www.uniterre.ch/index.php/fr/dossiers/souverainete-alimentaire)
- **Les paysan(ne)s qui pratiquent une agriculture durable contribuent à refroidir la planète.** Cahier La Via Campesina, 2010. [www.viacampesina.net/downloads/PAPER5/FR/paper5-FR.pdf](http://www.viacampesina.net/downloads/PAPER5/FR/paper5-FR.pdf)
- **Terre et liberté!** À la conquête de la souveraineté alimentaire, P.Nicholson, X. Montagut et J. Rulli. publicetim n°36, 192 pages, 2012
- **Souveraineté alimentaire que fait l'Europe**, collection attac, Choplin G., Strickner A., Trouvé A., 2009, 106 pages
- **Via Campesina: une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale**, J. Ziegler, J.S Berthelot, J.-P. Berlan et al., publicetim n°23/24, 256 pages, 2002



## CHAPITRE 2 : LA FORCE POLITIQUE DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Le concept de souveraineté alimentaire est novateur,  
car il représente la prise de conscience que l'alimentation est au  
cœur des préoccupations de l'ensemble de la société et non  
seulement des paysannes et des paysans.





## 2.1. L'HISTORIQUE DES LUTTES DE LA VIA CAMPESINA

Texte : Paul Nicholson

### Quelles ont été les méthodes utilisées par La Via Campesina pour diffuser le concept de la souveraineté alimentaire ?

En partant du constat que l'alimentation devait être l'affaire de tout un chacun et non seulement celle du secteur agricole, le développement de la souveraineté alimentaire devait passer par les mouvements sociaux. Le changement devait se faire du bas vers le haut, du local au global.

En 2008, lors de la conférence internationale de La Via Campesina à Maputo, nous avons identifié l'aspect systémique des crises successives (financière, économique, énergétique, climatique, alimentaire, etc.) et constaté nous rendre à l'évidence que la souveraineté alimentaire était l'alternative à ces crises.

Elle doit être comprise comme une transformation sociale profonde, par la mise en place de nouvelles politiques et de nouvelles attitudes face à l'alimentation, l'environnement, le climat, les productions, les citoyennes. Ces nouveaux comportements se concrétisent au Nord comme au Sud par des millions de projets alternatifs qui émergent au plan local ; ils sont le socle sur lequel construire notre futur.

### Comment peut-on expliquer l'intérêt porté par le monde non paysan à ce concept ?

Pour nous, la souveraineté alimentaire est celle des peuples. Les alliances mises en place par la Via Campesina sont ainsi fondamentales. Un des leaders de La Via Campesina, João Pedro Stedile, du Mouvement des Sans Terre au Brésil disait à l'époque :



« Nous pouvons gagner nos batailles dans les villages, mais la guerre, elle, se gagnera dans les villes ! ».

Il est par ailleurs essentiel pour notre mouvement de convaincre les paysannes et les paysans qu'au-delà de l'importance de produire, il faut surtout s'interroger sur le destinataire de nos productions. Nous ne voulons pas produire pour les grandes transnationales, mais pour nos populations locales. La production est un enjeu pour les paysans comme pour les consommateurs urbains, dont il ne faut pas sous-estimer l'appui. C'est une alliance plus forte qu'on ne le croit. Le succès de la souveraineté alimentaire est probablement dû à notre capacité de créer ces alliances ; et sa force au fait d'être basée sur une lutte commune. En Europe, le forum Nyeleni-Europe 2011 a regroupé plus de 120 organisations représentantes de la société civile (voir en fin de chapitre « Pour en savoir plus »). La souveraineté alimentaire a été mise sur le devant de la scène internationale lors des derniers forums sociaux mondiaux et conférences sur le climat, et tout particulièrement au Sommet des Peuples de la Conférence Rio+20 en 2012.

## 2.2 DES ÊTRES HUMAINS AU CŒUR DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Texte: Jakob Alt

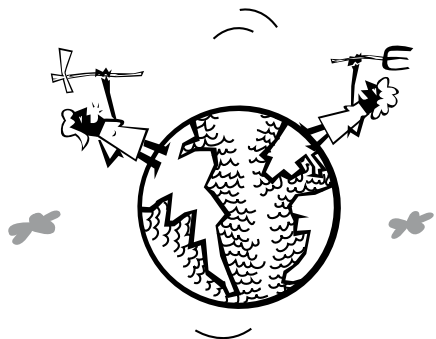
Une correspondance fictive entre deux paysannes, Maria Angeles au Mexique et Anna Barbara en Suisse

### Chère Maria Angeles

Toutes les deux, nous sommes paysannes et membres de La Via Campesina. Tu vis au Chiapas, moi en Suisse. Nous n'avions plus de nouvelles de votre part depuis très longtemps. Mais là, il y a quelques jours, un journal a reparlé de votre lutte. J'étais très contente et soulagée. Je sais que les paysannes du monde entier doivent une grande reconnaissance à votre mouvement et à votre courage.

Il y a des années, votre combat était porteur d'espoir, de compassion et de solidarité. Ensuite, le silence. Un long silence alarmant et oppressant. Aujourd'hui, nous savons que vous êtes encore là. Vous poursuivez le combat pour notre cause commune dans un monde plein de diversité. Je sais que ta vie de paysanne est très différente de la mienne. Ce qui nous unit, c'est le concept de la souveraineté alimentaire. Elle dépend de notre intérêt les unes pour les autres et de notre volonté à s'engager pour l'autre. Voici donc pourquoi je voudrais te parler de l'objet de la lutte des paysannes suisses et des obstacles que nous devons vaincre.

En ce moment, notre gouvernement et le parlement sont en train de régler la vie des paysans d'une nouvelle façon. Ce faisant, ils veulent intégrer le terme « souveraineté alimentaire » dans notre loi agricole. Tu penses sûrement que cela me réjouit, mais ce n'est pas le cas – plutôt l'inverse. Tu trouves cela difficile à comprendre? Malheureusement, l'organisation



paysanne officielle et puissante s'est emparée du terme, l'a vidé de son sens et l'a usurpé en lui donnant une autre signification. Maintenant, il lui manque l'aspect de la solidarité internationale. Le seul aspect qui est retenu, c'est le droit d'avoir une production protégée, afin qu'on puisse continuer de produire artificiellement des surplus et les brader sur les marchés mondiaux. Les petites fermes sont au bord de la faillite et les contributions de l'État les incitent à vendre leurs terres car elles permettent la création de fermes plus grandes, capables de rationaliser et d'industrialiser la production qui, à l'autre bout de la chaîne, contribuera à la disparition des petites fermes ailleurs dans le monde.

En écrivant cela, je me rends compte que tu ne peux probablement pas comprendre comment un pays comme le mien, qui accorde tant de valeur à la liberté et à la démocratie, peut permettre cela. Il est vrai, chez nous, les citoyennes et les citoyens peuvent voter librement et décider de l'agriculture en Suisse.

Avec mes collègues du syndicat paysan Uniterre, nous essayons sans cesse de nous faire entendre – avec trop peu de succès, malheureusement. Les étagères de nos magasins débordent, la pénurie est un mot étranger et l'économie comme le politique veulent développer une production industrielle sans paysannes et paysans. À l'évidence, la dépendance croissante de notre pays aux importations ne les dérange pas. Ils pensent que notre prospérité et notre pouvoir d'achat nous garantiront toujours un traitement de faveur sur les marchés internationaux. Chère Maria Angeles, j'ai honte de cela. Avec Uniterre, nous combattons cette attitude avec toutes nos forces. Il est réconfortant de savoir que dans votre région, vous luttez avec d'autres moyens contre d'autres obstacles mais avec les mêmes objectifs et pour les mêmes valeurs. Je t'en remercie de tout mon cœur.

Sincèrement

Anna Barbara

## 2.3 IMPACTS DE LA NON-SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DE LA SUISSE AU SUD

### LA GRANDE ARNAQUE DU LAIT \*

Texte: Anne Gueye-Girardet

L'abandon des quotas laitiers en 2009 a provoqué en Suisse un chaos dans l'organisation du marché laitier national. Malgré une grève du lait en automne 2009, les prix n'ont cessé de chuter. Aujourd'hui, c'est l'impasse: il y a trois prix différents pour un même et unique lait de haute qualité ayant le cahier des charges le plus strict dans le monde; une surproduction structurelle de 10%; l'obligation pour les producteurs de livrer le lait, même celui payé à peine au-delà de 20ct, par des contrats stipulant aussi l'interdiction de manifester; une diminution d'un tiers des producteurs de lait de 2000 à 2012 et leurs propositions de gestion des quantités balayées; un manque de volonté politique d'établir un cadre réglementaire.

#### L'appétit insatiable des géants laitiers

Au-delà de nos frontières, la poudre de lait et la montagne de beurre – liée au volume croissant de fromage maigre industriel – inondent les marchés mondiaux aux frais des producteurs suisses (qui paient 1 ct./litre de lait pour le fonds d'allègement du marché et reçoivent un prix du lait bien au-dessous des coûts de production) et au détriment des petits producteurs locaux du Sud. À l'instar des producteurs colombiens et indiens de lait populaire, dont le marché local est menacé de destruction par les géants laitiers. Nestlé en occupe le premier rang au niveau mondial et prévoit d'augmenter à 45% ses ventes provenant des marchés émergents d'ici 2020 et de doubler son chiffre d'affaires tous les trois ans en Afrique.

\* d'après la publication de GRAIN/CETIM, 2012: Hold up sur l'alimentation

#### Le lait populaire prospère dans le monde malgré le dédain manifesté par les élites

L'Inde, premier producteur mondial de lait, a 85% de son marché laitier géré par le secteur dit «informel» ou «non structuré», constitué par plus de la moitié des 70 millions de ménages ruraux indiens ayant moins de 10 vaches par famille. Le lait frais apporte ainsi des revenus réguliers aux petits producteurs, petits vendeurs et transformateurs artisanaux.

En Colombie, chaque matin, 50 000 *jarreadores* ou vendeurs de lait convergent en moto vers les villes du pays collectant ainsi 40 millions de litres de lait frais, vendus à quelque 20 millions de Colombiens qui vont le faire bouillir chez eux à un prix deux fois inférieur au prix du lait pasteurisé, conditionné et vendu dans les supermarchés. Mais en 2006, le gouvernement de Uribe a promulgué un Décret interdisant sa consommation, sa vente et son transport sous prétexte qu'il n'était pas hygiénique, en même temps qu'il entamait des négociations en vue d'accords de libre-échange avec des pays exportateurs de produits laitiers. Des manifestations massives ont éclaté à travers le pays, repoussant les mesures du gouvernement à plusieurs reprises. L'opposition populaire a réussi à faire plier le gouvernement qui a reconnu le *leche popular* à la fois légal et essentiel dans un nouveau Décret en 2011! Belle victoire! Car la vérité est que le lait populaire produit par de petits producteurs, éleveurs nomades et paysans sans terre peut satisfaire les besoins des communautés, en étant acheminé sans grande difficulté en toute sécurité tout en créant de nombreux emplois. Ce secteur non structuré peut faire aussi bien que les géants laitiers, s'ils ne sont pas fragilisés par les excédents de lait bradés sur le marché globalisé ou par des réglementations inéquitables.



# CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE ET RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE

Texte : *Philippe Sauvin*

L'application de la souveraineté alimentaire en Suisse permettrait un meilleur contrôle et le respect de normes sociales également sur les importations agricoles, une nécessité dans un monde où les marchés sont de plus en plus globalisés. En 2010, les parlementaires cantonaux romands avaient largement répondu à l'appel de la Plateforme pour une agriculture socialement durable – regroupant une douzaine d'organisations – et déposé à Berne cinq initiatives cantonales (VD, JU, GE, FR, NE), une motion (BE) et un postulat (VS) demandant d'interdire l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles. Elles ont été déboutées par le Parlement malgré une acceptation initiale par le Conseil national. Ce refus facilite l'exploitation de la main-d'œuvre et la production agricole au détriment de normes environnementales (épuisement des nappes phréatiques, pesticides, déforestation, spoliation de terres, etc.).

L'agriculture industrielle met en concurrence les bassins de production, concentre le capital au seul but d'une rentabilité maximale pour les actionnaires et facilite, de par les moyens de transport et le (encore) bas prix des ressources énergétiques, le dumping salarial et environnemental.

L'agriculture industrielle a besoin de main-d'œuvre bon marché ! Elle la fait venir de plus en plus loin ou délocalise certaines productions vers les pays au coût de main-d'œuvre très bas. L'exemple de la production marocaine est parlant : aujourd'hui, le Maroc exporte massivement des fruits et légumes vers l'Europe alors qu'il y avait peu de temps, c'était presque exclusivement l'Espagne qui les fournissait. Le savoir-faire a été acquis partiellement en Espagne et le capital nécessaire vient entre autres de ce pays. Cette concurrence exacerbée se joue donc toujours au détriment des (petits) producteurs et de salarié-e-s.

Mais la production agricole industrielle délocalise aussi sur place, c'est-à-dire qu'elle essaie de trouver une main-d'œuvre peu chère tout en maintenant une législation défavorable. Cette main-d'œuvre est majoritairement fournie par les migrant-e-s, qu'ils ou elles soient clandestins ou au bénéfice de contrats de travail au rabais. À El Ejido en Andalousie, les ouvriers des serres agricoles sont payés entre 20-35 euros par jour, sont logés dans abris sommaires dont ils louent un lit 150 euros par mois, se voient parfois retirer leurs passeports, leur droit syndical bafoué et ne bénéficient pas de protection lors d'épandage de pesticides. La mise en pratique du principe de la souveraineté alimentaire permettrait là aussi d'améliorer sensiblement le rapport de force et pourrait garantir de meilleures conditions sociales et environnementales sur toute la filière, du producteur à l'assiette du consommateur en passant par les salarié-e-s.

Tout le monde, consommateurs et producteurs, est appelé à réfléchir intensément sur ces méthodes productivistes qui nous mènent droit dans le mur ! La souveraineté alimentaire apporte des solutions de respect mutuel et permet un développement équitable pour toutes et tous.



## 2.4 DES FORMATIONS ALTERNATIVES POUR SEMER LES GRAINES DU CHANGEMENT

Texte: *Annelies Schorpion et Anne Gueye-Girardet*



En Suisse, les formations agricoles publiques sont reconnues pour leur complémentarité théorique et pratique et la possibilité d'entrer dans des écoles Bio ou Demeter. Cependant, il est nécessaire d'adapter ces formations en cohérence avec la souveraineté alimentaire et avec les besoins de la nouvelle génération souhaitant acheter/reprenre une exploitation. Notamment avec une formation plus globale sur les systèmes alimentaires, sur le rôle important des agriculteurs pour dynamiser la vie sociale dans les campagnes et sur la création de solidarité. Pour y parvenir, il faut reconsidérer l'innovation non plus uniquement en termes technique ou technologique, mais bien plus en terme de valorisation des savoirs et de la connaissance des écosystèmes. Cela nécessite une recherche orientée vers les besoins spécifiques des producteurs, dans le but d'augmenter l'écofonctionnalité des agroécosystèmes.

### Des formations politiques et syndicales

La coordination européenne de la Via Campesina (ECVC) développe des formations de «paysan à paysan», basées sur les expériences des participants: depuis 2009, trois sessions d'une semaine de formation politique et syndicale pour les jeunes ont eu lieu à Genève, Strasbourg et Budapest. Elles ont permis à des jeunes d'une vingtaine de pays européens de se retrouver et de se former avec l'appui de «plus anciens» et de «personnes ressources» qu'ils auront librement choisis. D'autres formations européennes thématiques, par exemple les plus récentes sur la transformation et les circuits courts ou sur l'accès à la terre, permettent chaque année à une centaine de paysans-formateurs de multiplier ces formations au niveau national. Un des points forts de ces formations est de ne pas être corporatistes et d'être également ouvertes à des représentants de consommateurs militants. Il est nécessaire de faire connaître aux jeunes ces possibilités de formation continue

Dans les pays du Sud, où les formations publiques en agriculture font défaut, émergent de nouvelles approches de formation, notamment des écoles d'agroécologie (voir «Pour en savoir plus», chapitre 4). Nous pourrions beaucoup apprendre de ces approches globales et participatives.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- **Hold-up sur l'alimentation.** Comment les sociétés transnationales contrôlent l'alimentation du monde, font main basse sur les terres et détraquent le climat. GRAIN/CETIM, 2012. 173pages.
- **La grande arnaque du lait**, disponible en ligne sous: [www.grain.org/fr/article/entries/4435-la-grande-arnaque-du-lait](http://www.grain.org/fr/article/entries/4435-la-grande-arnaque-du-lait)
- **Région d'Almería** (Andalousie, Espagne): une catastrophe sociale et environnementale: [www.agrisodu.ch/content/view/19/102/lang,french](http://www.agrisodu.ch/content/view/19/102/lang,french)
- **Rapport du forum européen pour la souveraineté alimentaire** (2011): [www.nyelenieurope.net](http://www.nyelenieurope.net)

## CHAPITRE 3 : LA MISE EN PRATIQUE DANS LES FILIERES

Parallèlement à la disparition de 1'500 fermes par année en Suisse, un mouvement de disparition et de concentration tout aussi important se déroule dans les activités en aval et en amont de la production agricole proprement dite. La réappropriation de ces filières par les populations est un élément essentiel.



## 3.1 DE LA NÉCESSITÉ DE RELOCALISER LES FILIERES

Texte: Rudi Berli

Par filière, nous entendons l'ensemble des facteurs de production, de transformation et de distribution qui entrent en jeu dans la production d'un aliment. Une filière englobe donc toutes les étapes et tous les moyens mis en œuvre partant de la semence ou de la fécondation jusqu'à l'assiette du consommateur. L'évolution de ces filières a été très fortement touchée par la dérégulation de ces dernières décennies. Le processus de concentration touche la production et la commercialisation des intrants nécessaires à la production (machines, matériaux, semences et génétique, fertilisants, protection des cultures et médecine animale), mais aussi les étapes successives de transformation et d'élaboration (par exemple: pressoirs, décorticage, concassage, meunerie, fromagerie, boucherie, conserveries, emballage). Le dernier maillon, celui de la distribution n'échappant pas à ce rouleau compresseur.

Dans une perspective de lutte pour la conquête du droit à la souveraineté alimentaire, la réappropriation de ces filières par les populations est un élément essentiel. Nous pourrions ainsi maintenir et développer des savoirs et des techniques, des outils de production pour un tissu économique local. La maîtrise de ces filières permet de préserver une diversité de cultures alimentaires, mais aussi une diversité végétale et animale cultivée. Par la maîtrise de la valorisation, cette lutte participe à la création de richesses économiques et culturelles au niveau local.

C'est à travers une mobilisation commune des différents acteurs sociaux et la création de liens directs entre consommateurs et producteurs que ces filières pourront être relocalisées.

## 3.2 MARCHÉ ÉQUITABLE ET QUESTIONS DE PRIX EN SUISSE

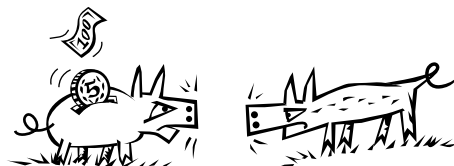
Texte: Hans Bieri

**Le commerce est d'avis que la majorité des consommateurs recherchent avant tout le meilleur prix, sans se soucier que le bas de gamme peut causer de sérieux dégâts à l'économie nationale.**

Dans l'économie de croissance dominante, le prix est considéré comme un simple équilibre entre l'offre et la demande qui s'établit tout seul. Mais la théorie de l'offre et de la demande est invalide; pour s'en convaincre, il suffit de constater que les acteurs puissants peuvent acheter des biens rares comme les denrées alimentaires à bas prix. Dans ces conditions, il n'est pas rare que les producteurs n'arrivent pas à couvrir leurs coûts de production. De tels prix sont inférieurs à la valeur intrinsèque des biens. Partant, ils détériorent la qualité des produits et nuisent à l'environnement. Cette observation est souvent contesté avec l'argument que la concurrence des prix sert à exploiter au mieux le potentiel de gain d'efficacité et d'éviter des rentes au détriment des consommateurs. Ainsi, le gain d'efficacité obtenu avec des prix concurrentiels servirait finalement à l'environnement, puisque l'économie devrait selon cette théorie néolibérale d'abord gagner les fonds pour réparer ensuite les dommages infligés à la nature.

Les producteurs et les consommateurs responsables peuvent éviter cette absurdité macro-économique avec des coopérations économiques ayant fait leurs preuves (ACP, coopératives producteurs-consommateurs, communautés agricoles-urbaines, etc.). Ces coopérations fonctionnent avec des prix permettant aux producteurs de faire un travail durable et des biens de qualité. Inversement, les prix doivent être abordables pour les revenus des consommateurs. Les prix équitables se basent sur une approche globale de l'économie. Cela permet d'éviter les coûts environnementaux et les frais sanitaires causés par la malnutrition. Pour cette raison, le pouvoir d'achat des consommateurs est donc globalement plus élevé tout en permettant un meilleur revenu pour les agriculteurs.

**Actuellement, les prix des biens transportés à travers le monde n'indiquent rien sur les conditions de production, sur la durabilité et sur la stabilité des prix à l'avenir.**





Dans les pays industrialisés, les prix des biens agricoles sont généralement trop bas. Cette situation met en danger tant l'agriculture dans les pays en voie de développement que l'approvisionnement régional dans les sociétés modernes de l'industrie et des services. Les vils prix et la spéculation avec des opérations à terme au détriment de l'environnement, de la santé et de la sécurité alimentaire ne sont pas éthiques. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir une meilleure information sur les conditions de production des denrées alimentaires, leur qualité garantissant une alimentation saine et sur les conditions d'une agriculture durable qui n'épuise pas systématiquement toutes les ressources au détriment des générations futures. Le marché ne peut-il pas se mettre au service de cette tâche ?

Le commerce équitable doit servir à réaliser des prix équitables. C'est un intermédiaire qui rend service aux producteurs et aux consommateurs. Le commerce équitable ne peut pas à la fois servir aux besoins des consommateurs et à la production agricole durable et en même temps participer à la concurrence de l'économie de croissance des marchés en expansion. Son avenir réside uniquement dans le partenariat solidaire intégré entre producteurs et consommateurs – dans une économie solidaire qui ne sert pas au gain de capitaux, mais à l'approvisionnement durable des besoins.

### 3.3 DES EXEMPLES DE STRATÉGIES COLLECTIVES EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

#### DU LAIT VENDU À UN PRIX ÉQUITABLE EN EUROPE

Texte: *Nicolas Bezençon*

Au début des années 2000, des membres de la Coordination européenne Via Campesina et différentes organisations de producteurs de lait indépendantes se rencontrent pour discuter d'un prix équitable européen et imaginent un projet ambitieux : aller jusqu'à une grève du lait européenne. Pour cela, il faut rallier au minimum 50% des quantités de lait européen au sein d'une unique organisation. Un énorme défi. Quelques années plus tard, ils créent l'European Milk Board (EMB). Dès le début, l'organisation IG-Milch, membre autrichien d'EMB, lance le projet de commercialisation de produits laitiers équitables. Ils créent la marque Faire Milch et obtiennent

rapidement du succès. À force de manifestations, de grèves régionales et d'efforts de promotion le long des routes, en ville et dans les fermes, les producteurs convainquent les grandes surfaces de commercialiser des briques de lait payées 40 centimes d'euros aux producteurs. Les producteurs imposent une fourchette de prix à la vente aux consommateurs en dessous et au-delà de laquelle la grande surface ne peut aller. Sur chaque litre de lait vendu, IG-Milch paye une plus-value aux producteurs.

Ce succès convainc les autres membres de l'EMB. Ils décident de multiplier ce concept dans toute l'Europe. Ils créent la marque Fair milk for Europe et encouragent toutes les fédérations à développer cette marque. L'objectif est d'unir les producteurs au niveau européen, d'offrir aux consommateurs la possibilité de payer convenablement les familles paysannes et de démontrer aux politiques et aux acteurs économiques qu'il est possible de commercialiser des produits laitiers à un prix équitable. Que sans cela, la production laitière paysanne locale est fortement menacée partout. Depuis, d'autres marques nationales de lait équitable ont été créées et sont vendues dans six pays d'Europe.

En 2008 et 2009, les grèves du lait éclatent dans toute l'Europe. C'est le choc pour la population européenne qui se rend compte de la situation catastrophique à laquelle doivent faire face les familles paysannes. Beaucoup arrêtent, laissant la place à de grosses unités de production. C'est l'industrialisation rampante de la production laitière.

En 2009 à Genève, sous l'impulsion de la section locale d'Uniterre et à travers le label public Genève Région Terre Avenir (GRTA), les producteurs de lait genevois réussissent à mettre sur le marché le premier lait équitable de Suisse. Cette marque, propriété de l'État de Genève, garantit, outre la proximité et la transparence, également l'équité (conditions de travail, rémunération). Une démarche intéressante qui vise à impliquer les collectivités publiques dans ces marchés équitables locaux. Depuis la mise sur le marché, les chiffres de vente augmentent constamment, et ceci, malgré le refus des principaux distributeurs de commercialiser ce lait. Pour l'heure, seuls 15% du lait labellisé GRTA est payé à un prix équitable pour le producteur (1.-/litre). Les 85% restant sont vendus à un prix légèrement plus élevé que le marché national ce qui ne suffit pourtant pas à couvrir les coûts. Incontestablement, un effort doit être fourni tant par les collectivités publiques qui s'approvisionnent avec ce lait que de la part des grands distributeurs ; sachant que le consommateur final a confirmé son consentement à payer davantage si la différence de prix permettait de mieux rémunérer le producteur de lait.

# LES PAINS TOURNERÊVE

Texte: *Thomas Descombes*

**L’Affaire TourneRêve, association d’agriculture contractuelle de proximité, regroupe 15 paysans de la région genevoise et cherche à travers ses paniers, à faire redécouvrir et valoriser leurs céréales. Un sous-groupe de quatre paysans en production biologique a développé une démarche de promotion de ses céréales panifiables pour des boulangers artisanaux.**

Notre histoire a commencé avec un moulin du Tyrol acheté d’occasion à un paysan du Nord de la France. Ce paysan s’en séparait, car sa ferme trop éloignée des agglomérations, rendait difficile la distribution de sa farine.

Cet appareil d’origine autrichienne nous a permis d’apprivoiser le travail de mouture. Nous avons rapidement constaté ses limites, ses rendements faibles et de mauvaise qualité. Nous nous sommes rapprochés du réseau des paysans-boulangers français et avons découvert les moulins à pierre Astriés, conçus par des paysans désireux de mettre au point des appareils de qualité les plus autonomes possible. Ceci pour valoriser les récoltes à la ferme en parallèle avec les autres activités de production.

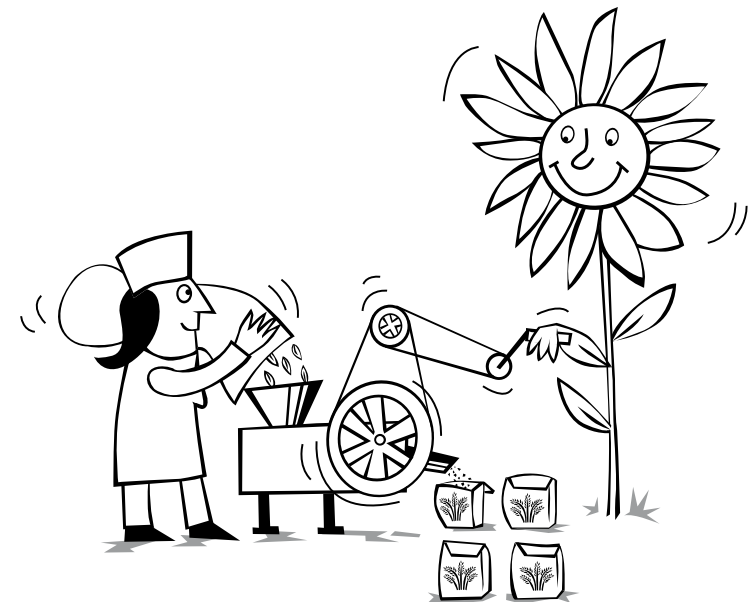
Nous avons installé notre moulin dans une roulotte afin d’être au sec et à l’abri des souris. Cette installation mobile nous a permis de participer à certaines actions au centre-ville (Luttes paysannes, 1<sup>er</sup> août, fête du développement durable) en exposant notre roulotte, son moulin et notre démarche. Très vite quelques boulangers ont manifesté leur intérêt à collaborer et à travailler nos produits.

À travers les contrats de collaboration conclus avec ces boulangers, nous avons défini les valeurs que nous voulions défendre dans notre démarche : prix rémunérateur aux paysans, transparence de la filière, mise en valeur du travail du paysan et de la boulangerie artisanale. Nous avons réalisé des sachets à pain comme support de promotion et de transparence. De leur côté, les boulangers s’engageaient à utiliser ces sachets, à répercuter le prix de nos farines sur le pain - même s’il s’agit au final de quelques centimes – et à planifier leurs besoins pour que nous puissions organiser nos récoltes et nos stocks. Aucune recette de fabrication n’est définie, chaque boulanger fait appel à son savoir-faire artisanal pour confectionner le ou les pains de son choix. Les pains TourneRêve varient tant au niveau du goût, de leur forme et de leur consistance qu’il y a de boulangers impliqués. Un seul

principe les réunit : une filière locale transparente et équitable entre le paysan, le boulanger et le consommateur. Le prix de nos céréales a été établi d’après l’étude d’Uniterre : « Brisons le tabou, prix aux producteurs, prix aux consommateurs ».

Nous avons rencontré certaines difficultés, par exemple au niveau du service d’hygiène ou du service du feu. Était-ce par exemple pertinent de comparer le risque d’explosion d’un silo à farine à celui de nos sacs de 25 kg ? Cela montre que les filières de transformation de petite échelle ne sont plus considérées dans le système industriel actuel.

Ces deux dernières années, nous avons moulu environ 25 tonnes de céréales, principalement du blé, puis de l’épeautre, du seigle et du sarrasin. Nous évoluons vers une plus grande diversité de céréales (amidonner, engrain, etc.) et le développement de variétés de blé anciennes. Nous prévoyons l’installation de notre moulin dans un bâtiment, de continuer à répondre à la demande croissante tout en encourageant les initiatives similaires qui se développeraient. Ne devrait-on pas, finalement, réinstaller les boulangers au sein de nos fermes ?





## LE FINANCEMENT SOLIDAIRE : UN ROUAGE INDISPENSABLE

Texte : Fabienne Tschanz et Dominique Chauvet

Dans la campagne d'Apples et Colombier-sur-Morges, trois familles de producteurs sèment, plantent et récoltent des fruits et légumes qui finissent dans le ventre de plus de deux cents Lausannoises et Lausannois. Ce projet d'agriculture contractuelle de proximité a vu le jour en 2007. La solidarité entre consommateurs et producteurs s'est tissée d'entrée de jeu. En effet, l'idée étant d'offrir aux membres une grande diversité de produits, il fallait adapter l'infrastructure d'une des fermes. Or, cet investissement était coûteux et difficilement payable en une fois. L'association, qui disposait déjà d'une petite somme, grâce aux paiements en avance des paniers, a pu prêter sans intérêts de quoi acquérir la serre.

**L'aspect solidaire n'est pas une contrainte à ajouter au système d'échange, mais bien le rouage par lequel le projet peut fonctionner.**

Un jour, la grêle a sournoisement abîmé un bon nombre de pommes. La productrice s'en souvient avec émotion : « Nous devons agir rapidement, sinon la moitié de la récolte était perdue. Nous avons fait un appel aux membres. Je pensais que personne ne viendrait, car c'était à la dernière minute et il pleuvait des cordes. J'ai failli annuler. Je ne voulais pas faire travailler sous la pluie des gens qui n'avaient jamais fait ça. Seule, je n'y serais jamais arrivée. » Inévitablement, ces fruits n'auraient pas trouvé grâce aux yeux des grandes surfaces, mais nos membres les ont trouvés aisément consommables.

En 2012, le gel et de la pluie au printemps ainsi que les canicules durant l'été sont venus à bout de nombreuses baies et fruits à noyau. Les agriculteurs n'ont pas pu offrir toute la diversité habituelle. Les membres consommateurs ont été d'accord de partager les conséquences que le climat a fait peser sur les cultures. Pour le moral des troupes, les producteurs ont tout de même racheté, à leur frais, des pruneaux et des cerises afin d'en mettre dans les paniers. Cependant, l'association a pu payer deux des paysans pour les heures de travail qui n'ont pas donné de récolte. Cet argent a pu être versé grâce à un fonds créé avec les bénéfices d'années précédentes. Malgré l'absence de produits finis, il y a eu reconnaissance du travail fourni.

## 3.4 CREONS VINGT-, TRENTE-MILLE PROJETS D'AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ DANS TOUT LE PAYS!

Texte : Josef Zisyadis

**Les scandales alimentaires qui se multiplient exigent l'absolue priorité à la production et à la consommation alimentaires locales.**

Refusons l'opposition entre petits producteurs et consommateurs que nous distille la grande chaîne des multinationales de l'agroalimentaire. Nos intérêts sont communs entre des producteurs qui veulent être payés au juste prix et les mangeurs qui luttent pour une nourriture qui nourrit vraiment, sans fraude, le corps et la tête.

Notre résistance consiste à rétablir des chaînes courtes, des chaînes de proximité. Chaque projet d'agriculture contractuelle est un pôle de résistance. Ce qui compte, c'est que les gens nouent des liens, non pour parler seulement de vente et d'achat de produits, mais pour un projet de société commune fondée sur le respect mutuel et la préservation de la biodiversité locale. Nous sommes la communauté de la nourriture issue de la base. Nous mettons en pratique quotidiennement la souveraineté alimentaire par des actes.

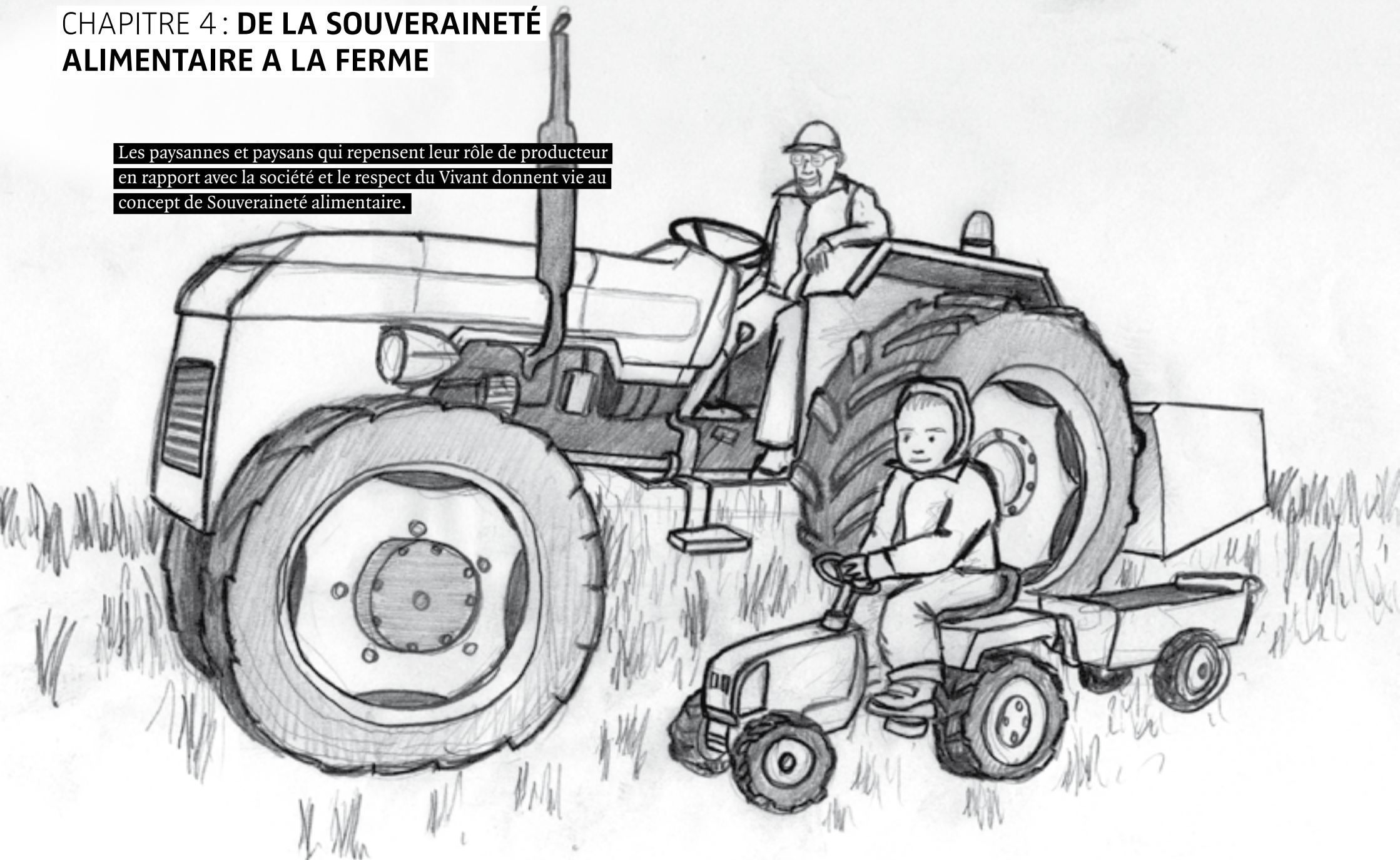


**Notre ambition est de changer la politique agricole. C'est en posant ces actes citoyens par milliers sur le terrain que nous imposerons par le bas aux politiques de changement d'orientation ; la réalité s'imposera alors sur les textes législatifs.**

**C'est pour cela que nous devons promouvoir l'éducation au goût et au plaisir du goût dans toute la vie en société.**

## CHAPITRE 4 : DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE A LA FERME

Les paysannes et paysans qui repensent leur rôle de producteur en rapport avec la société et le respect du Vivant donnent vie au concept de Souveraineté alimentaire.



## 4.1 REHUMANISER L'AGRICULTURE, LE TRAVAIL ET LA VIE À LA FERME

Text: Paul Sautebin

La revendication politique de Souveraineté alimentaire par les mouvements paysans, qui émergent localement et mondialement, puise sa force dans la conduite des fermes. Comment faire face aux défis que nous impose le néolibéralisme et avoir plus d'autonomie ? Comment vivre de sa production laitière ? Créer de l'emploi sur sa ferme ? Comment la nouvelle génération peut-elle adapter la ferme et la tourner vers l'avenir, mieux intégrer les femmes ? Cette recherche de la souveraineté de la ferme peut être perçue comme un carnet de route pour échapper aux affres de la concurrence, pour lutter contre la disparition de fermes.

Le néolibéralisme détruit une par une les exploitations agricoles en libéralisant les marchés en amont et en s'infiltrant dans le processus de travail en aval avec des technosciences coûteuses à peine achetées que déjà usées. Ce processus qui conduit à la déshumanisation des procédés de travail, détériore les rapports sociaux en général et ceux de la ferme en particulier, détruit également l'environnement naturel et particulièrement la biodiversité et les sols. Son irrationalité économique et énergétique n'est plus à démontrer. Si ce modèle fonctionne encore, ce n'est que parce qu'il repose sur un commerce et un transfert d'énergie inégaux -en terme de force de travail- du Sud vers le Nord. Ce modèle d'agriculture, de fermes industrialisées, encouragé par l'industrie et les banques est fondamentalement en faillite et en déficit énergétique. Il dépossède les paysans, détruit la nature, provoque guerres, famine et migrations. Il crée le désarroi total, ne laissant entrevoir aucun avenir pour les nouvelles générations.

**Sur les 39 000 exploitations agricoles à temps plein en Suisse, seulement 1 000 sont gérées par des femmes.**

### **Tout ce qu'on fait par soi-même, on est quitte de l'acheter**

Chez nous, cette dépossession ronge les paysannes et paysans par plusieurs bouts :

- par l'endettement qui met les fermes aux mains des banques ;
- par la substitution de techniques qui semblent alléger les tâches, mais impliquent plus d'heures de travail pour les amortir ;
- par le remplacement des polycultures et élevage par la spécialisation, ce qui ampute l'autosubsistance, soude la dépendance, efface les savoir-faire générationnels.

Ainsi, les fermes deviennent dépendantes d'intrants achetés à l'industrie (azote, phosphore, potassium, produits phytosanitaires) qui remplacent des procédés naturels de production. La génétique remplace les adaptations naturelles, les technologies remplacent le travail humain, au prix du stress et du travail à l'extérieur de la ferme. Et ces fermes alimentent la capitalisation de l'industrie agroalimentaire.

Contrairement aux procédés industriels, l'agriculture paysanne et familiale est la forme la plus adaptée pour produire de la nourriture parce qu'elle laisse la place à la multifonctionnalité de l'agroécosystème (voir la définition au chapitre 1, « Pour en savoir plus »).

**En appliquant des techniques de travail simples et efficaces, l'agriculture paysanne et familiale génère aussi des économies considérables en terme de fourrage, engrais, énergie, génétique, vétérinaire, ce qui aboutit à des rémunérations supérieures par rapport à l'agriculture conventionnelle.**

Le carnet de route de défense professionnelle vers la souveraineté alimentaire comporte des éléments qui pourront être articulés dans le temps et permettront de se situer dans la dynamique créée :

- Gérer son exploitation en la soustrayant des dépendances financières, des technosciences gourmandes, des agromarchés boursicotés.
- Rechercher l'autonomie par la maîtrise de procédés de productions en rapport avec ce que la Nature donne d'elle-même ; l'adéquation des techniques en rapport avec la durabilité de l'écosystème et leur bilan énergétique ; la garantie des prix rémunérateurs.
- Privilégier la valeur ajoutée sur place, ce qui crée du travail diversifié, des savoir-faire à plus de monde et permet de protéger la qualité.
- Développer les circuits courts ou la vente directe, qui construisent le contact gratifiant avec les consommateurs et laissent un meilleur prix.
- Diversifier les productions pour attribuer plus de souplesse aux attentes et savoir-faire de chacune et chacun, pour réduire les risques, pour garantir le plus d'autosubsistance possible et embellir l'environnement.
- Valoriser son savoir-faire, ses installations, son voisinage commercial et l'entraide.

Si les producteurs et productrices additionnent ces diverses valeurs à une qualité de production biologique, ils augmentent les chances de l'envol de leur ferme vers la souveraineté alimentaire et du mieux-vivre.

## 4.2 QUATRE TÉMOIGNAGES OU ACTES DE TERRAIN EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

### VIVRE DE SA PRODUCTION LAITIÈRE, ENTRE AUTONOMIE ET OUVERTURE SUR LE TERRITOIRE RÉGIONAL

Texte: *Patrice Dubosson*

Les producteurs/-trices de lait ont vraiment le moral dans les chaussettes! Ils sont nombreux à avoir suivi à la lettre les recommandations des politiques agricoles successives, pourtant leurs exploitations ne survivent aujourd'hui qu'à l'aide d'emplois extérieurs, car ils touchent au final un prix du lait environ deux fois en-dessous des coûts réels de production. Quatre exploitations arrêtent chaque jour en Suisse et dans de nombreux pâturages, on voit des vaches allaitantes qui ont remplacé les vaches laitières. Pourtant, la production laitière n'a pas diminué et a même légèrement augmenté en Suisse. On risque alors de casser le marché de la viande, comme cela s'est déjà passé avec le porc. Comment en est-on arrivé à pareille situation, avec une segmentation du marché impliquant trois prix différents pour un même et unique produit de haute qualité? Que peut faire le producteur de lait?

Le producteur de lait doit en priorité croire en la valeur de ses produits et de son travail. Il est persuadé qu'une gestion des volumes est indispensable? Eh bien, il est nécessaire qu'il aille trouver et rende actif ses élus municipaux, qu'il sollicite une Commission agricole, car ce n'est pas les politiciens qui viendront à lui. Ce n'est pas encore suffisant, le producteur de lait doit rendre actif le consommateur afin qu'ensemble ils aient plus de force pour interpeller leur collectivité locale, au moyen de pétitions par exemple. Et c'est aussi par le biais de la vente directe que le producteur de lait pourra sensibiliser le consommateur à tout ce qu'il y a dans ce précieux or blanc, en terme de qualité, de prix, d'entretien du paysage et de conditions de détention des animaux. Donner un label politique à son lait en quelque sorte.

Dans notre nouvelle coopérative du Val d'Illiez, regroupant pour l'instant une quinzaine de producteurs, nous avons inscrit dans nos statuts notre rôle d'acteur principal, l'objectif de gérer notre production pour vivre mieux, non pas pour établir des parts de marché, ainsi que l'obligation de définir un prix de base». Ce sont des garde-fous pour en garder le contrôle paysan.

## ADAPTER LA FERME TRANSMISE PAR SES PARENTS POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

Texte: *Nicolas Bovet, Mathias et Isabelle Corthay*

Nicolas Bovet a repris l'exploitation familiale de polyculture-élevage de volailles de 30 hectares à Arnex-sur-Orbe (VD) il y a dix ans. Sa préoccupation est de produire autant, mais avec moins de travail (il est seul sur l'exploitation), moins de pétrole et moins de chimie. Il a d'abord passé progressivement au sans labour et extenso. Mais le vrai déclic s'est produit il y a deux ans, à la lecture d'un article de *Terre et Nature* sur l'agroforesterie. Après s'être constitué une solide bibliothèque, Nicolas s'est lancé en autodidacte, au chevet de ses sols. Depuis, il a augmenté ses rotations et a planté 250 arbres par bandes de 2m intercalées de grandes cultures pour être valorisées en billons de bois, 800 m de haies productives à plusieurs strates pour protéger les cultures de la bise et favoriser la biodiversité et 235 noyers pour un verger à qualité écologique de 3,2 ha. « Je passe nettement moins de temps sur des machines et plus à observer mes parcelles et le sol, ce qui est plus gratifiant. Je n'ai d'ailleurs bientôt plus de machines. Ma motivation a également grandi par la vision à long terme de l'exploitation alors qu'il y a quelques années je n'imaginai pas transmettre l'exploitation à mes enfants. Je ne me suis pas converti au bio, car je m'inquiète que les prix chutent à leur tour si tout le monde s'y engouffre, puisque c'est la même logique qui est suivie. Je ne dis pas que je ne le ferais jamais, mais je cherche d'abord à bien comprendre mon agrosystème, indépendamment des directives de dimensionnement des bandes ou de date de fauche ou type de taille des arbres pour obtenir des paiements directs ».

Mathias Corthay a travaillé en association avec son père pendant 5 ans avant de reprendre l'exploitation d'environ 40 ha de la Touvière à Meinier (GE) en 2011, exploitation qui avait déjà plusieurs secteurs d'activités: grandes cultures, verger de pommiers, vigne et vente directe. Il a d'abord converti l'exploitation en bio en 2008 et travaille maintenant avec sa femme Isabelle sur l'exploitation. Ils développent un verger fruitier en agroforesterie; c'est-à-dire en lignes intercalées de bandes de grandes cultures. À cela s'ajoute l'accueil à la ferme pour des enfants comme pour des ateliers d'échange-formation en *permaculture* (voir « Pour en savoir plus »). C'est leur réflexion sur la cohérence du bio qui a incité Mathias et Isabelle à l'action: « le bio a la même dépendance au pétrole que le conventionnel, voire parfois même plus élevée au vu de l'importance du travail mécanique pour le sarclage de certaines cultures bio. Le bio est aussi marqué par cette culture de



l'interventionnisme qui crée une charge de travail de plus en plus énorme. D'autre part, c'est par un cours de deux semaines sur la permaculture en Normandie qu'ils ont développé des pistes pour se rapprocher le plus possible des cycles naturels offerts par les écosystèmes. Cela n'a pas de sens de travailler seul sur 40ha! Cette force collective, c'est Bernard Alonso, formateur de renommée internationale en permaculture, qui nous l'a transmise. Nous souhaitons aussi recréer un écosystème humain, une dynamique collective qui alimenterait un pot commun pour l'entretien des bâtiments et des machines et le développement de nouvelles activités. Il y a tellement de jeunes qui cherchent de la terre, alors que nous en avons. Nous allons développer les journées et formations d'échange et dans le futur, nous espérons voir des structures de transformation artisanales à La Touvière».



## A LA BASE, NOTRE SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE

Texte : Roni Vonmoos

**Dans le Jardin botanique d'Erschmatt (VS), Roni Vonmoos-Schaub et son équipe cultivent et observent d'anciennes variétés de plantes, surtout de céréales. Ils décrivent et documentent les travaux agricoles traditionnels liés aux céréales. En Valais, la céréale la plus importante était le seigle et ils cuisent le pain de seigle à la façon traditionnelle.**

### Que sont les variétés du pays ?

Par variété du pays (aussi appelées ancienne variété), on entend une variété cultivée et multipliée par les agriculteurs et agricultrices. Ces variétés sont issues d'une sélection naturelle et massale dans le cadre d'une agriculture traditionnelle dans une région déterminée. Elles sont donc parfaitement adaptées aux particularités de leur région d'origine et aux méthodes de travail traditionnelles. Par exemple, beaucoup d'anciennes variétés ont des graines qui adhèrent mal aux épis (épis lâches). Grâce à cette propriété, il est plus facile de battre les gerbes après la récolte. Aujourd'hui, cette propriété est un désavantage, puisque les céréales sont laissées dans le champ jusqu'à maturité complète pour ensuite être récoltées avec une moissonneuse-batteuse. Une ancienne variété perdrait une partie de ses graines dans ces conditions-là.

### Quelles variétés choisir sur les fermes

Pour conserver une autonomie maximale, il est pertinent de choisir d'anciennes variétés qu'on peut multiplier. La multiplication est impossible avec les variétés hybrides, mais faisable avec les anciennes et souvent aussi avec les nouvelles variétés. Ainsi, une ferme peut acheter une fois des graines d'une variété adaptée, puis les multiplier. La réglementation sur les obtentions végétales nous le permet aujourd'hui en Suisse, mais au vu des pressions et projets de modification de législations européennes sur les brevets et la propriété intellectuelle, nous devons veiller à ce que cela perdure. Lorsqu'on sélectionne les nouveaux grains, il est possible de garder une sorte durant des années en maintenant le même niveau de qualité.

Les petites fermes travaillant de façon extensive peuvent très bien choisir une ancienne variété. Cependant, une variété moderne est souvent mieux adaptée, puisqu'elle sera plus stable, plus résistante, avec un meilleur rendement et au goût plus riche. Cela est particulièrement vrai pour les variétés issues de la sélection biologique. Il faut aussi tenir compte des préférences des gens.



## 4.3 ECLAIRAGE

# L'AGROÉCOLOGIE, C'EST QUOI ?

Texte: Anne Gueye-Girardet

Si le terme existe depuis les années 30, l'agroécologie s'est développée dans les années 80 et enrichie avec les mouvements sociaux (voir « Pour en savoir plus »). Ce qu'il y a d'important dans cette approche, c'est de trouver des modes de production qui permettent à l'agrosystème de se maintenir en équilibre dans le temps avec le moins d'interventions possibles, et l'autonomie de ceux qui la pratiquent, mais sans recette généralisée puisque intrinsèquement lié à l'agrosystème, au terroir local. Il existe plusieurs écoles de formation dans le monde.

### Attention, l'intensification écologique n'est pas synonyme d'agriculture verte !

Cette autre notion a un lien très fort avec l'agroécologie, puisqu'elle se réfère à un usage intensif des propriétés écologiques des écosystèmes de production – et des savoirs- et non à des systèmes de production restant dans une logique conventionnelle auxquels on ajouterait quelques aspects écologiques. Il faut donc faire attention au phénomène de récupération et ne pas entrer dans le piège d'une opposition entre production alimentaire intensive et écologie non productive. Les systèmes agroécologiques ou d'intensification écologique ont une productivité A LONG TERME plus élevée que l'agriculture conventionnelle et nécessitent nettement moins d'intrants extérieurs, et pas seulement en terme d'engrais et pesticide, mais aussi d'énergie fossile.

### Pourquoi mesurer la performance de nos systèmes agricoles en terme énergétique ?

Le taux d'auto-provisionnement alimentaire en Suisse ne cesse de dégringoler et ne dépasse pas 52 % en 2012, 50 % pour les fourrages. Mais ce taux est calculé en additionnant la valeur nutritive de l'ensemble des matières, alors que s'il est calculé en ratio de l'investissement énergétique pour produire une calorie, il dépasse à peine 30 % (source: Faessler, 2009, voir « Pour en savoir plus ») est dire notre dépendance au pétrole-0.2L de diesel sont utilisés pour produire 1 kg de viande bovine suisse. Il est urgent de nos exploitations soient souveraines énergétiquement également.

L'agriculture industrielle consomme 50 fois plus d'énergie que l'agriculture traditionnelle. De nombreuses études scientifiques ont montré que le potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique des pratiques agroécologiques est largement supérieur à celui de l'agriculture biologique, dont l'efficacité énergétique n'est que légèrement supérieure à celle de l'agriculture conventionnelle. L'augmentation des rotations, la polyculture, le non-labour et l'utilisation de légumineuses et d'agroforesterie en sont les facteurs les plus importants.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- **La permaculture** est l'art d'organiser un système polyculturel et synergique pour que l'homme, mais aussi l'environnement, bénéficient mutuellement d'une diversité soutenable, prospère et durable. La permaculture est une voie possible de l'agroécologie [www.permaculture.ch](http://www.permaculture.ch)
- **La révolution d'un seul brin de paille**, de M. Fukuoka (1975). Un des précurseurs de la permaculture qui résumait à ses élèves « qu'est ce que tu pourrais ne plus faire sur ton exploitation ? »
- Inter-réseaux Développement rural, septembre 2011 : [www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/BDS2\\_Agroecologie.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/BDS2_Agroecologie.pdf)
- **Métabolisme agricole franco-valdo-genevois**, Faessler et al., 2009.
- Silvia Perez-Vitoria : **Petit précis d'agroécologie**, 2008
- Michel Griffon, 2013 : **Qu'est-ce que l'agriculture écologiquement intensive ?** Ed. Quae, 224 pp.

## CHAPITRE 5 : QUEL ACCÈS A LA TERRE EN SUISSE ?

Un métier qui vit pense aux générations futures. Au-delà des politiques agricoles mortifères qui s'entêtent à organiser méthodiquement la disparition de l'agriculture paysanne et promeuvent une agriculture industrielle peu transmissible aux générations futures, c'est la profession agricole elle-même qui semble réticente à la venue de nouvelles et nouveaux paysan-ne-s.

### 5.1 TENDRE LES BRAS AUX GÉNÉRATIONS FUTURES

Texte : Valentina Hemmeler-Maïga

La flamme de la transmission semble s'éteindre. De manière inconsciente ou réfléchie, par crainte de voir leur propre situation se péjorer, nombre de paysans tendent à accaparer terres et capital au détriment de celles et ceux qui souhaitent s'installer.

Les mécanismes sont complexes, car ils conjuguent la volonté de s'agrandir pendant son activité professionnelle et la nécessité de se créer un capital nécessaire à une future retraite. Cette course aux terres provoque la spéculation.

Pourtant, il a été prouvé à maintes reprises que la taille de l'exploitation n'est pas le seul critère de succès. Si dans certains cas, un grand domaine peut s'avérer le choix adéquat, dans d'autres situations, la diversification des activités est un pari gagnant sur la durabilité sociale et économique.

Du côté de la relève, les écoles d'agriculture ne désemploient pas. Fils et filles de paysans comme jeunes issus de milieux urbains se forment. Parmi ces derniers, en 2012, 18% (70 personnes) souhaitaient reprendre une exploitation alors qu'ils n'avaient pas le premier mètre carré de terre en propriété ou en location.

Cette question de l'accès à l'installation demeure taboue. Relever des données scientifiques quant aux besoins en terres des jeunes finissant leur formation agricole relève du défi. Or, une image instantanée de l'attente des jeunes -qu'ils aient ou non un domaine à disposition, qu'ils aient besoin d'acheter ou louer des terres- serait d'une grande utilité pour améliorer l'appui à l'installation.

#### Une formation à repenser ?

Par ailleurs, si ces jeunes reçoivent un bagage technique solide lors de leur formation, la commercialisation des produits, la négociation dans les filières, le renforcement des relations avec la société, ou les modes de production « alternatifs » sont encore trop peu approfondis.

Assurément, si nous souhaitons maintenir une agriculture paysanne aussi diverse que la société, c'est un « boulevard » qu'il faut ouvrir aux jeunes désireux de se lancer dans ce défi (voir chapitre 2.4).

## 5.2 CHERCHONS : TERRES

Texte: Remo Wyss

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à chercher des terres agricoles en Suisse. Preuve en est la naissance de projets contractuels ou communautaires. En Romandie, des terres sont même occupées pour y cultiver des légumes.

Cependant, les paysannes et les paysans non issus du monde agricole, ainsi que les projets qui ne correspondent pas aux structures traditionnelles, rencontrent de nombreuses difficultés légales et pratiques. L'exploitation collective de terres n'est pas prévue par la loi, ni l'acquisition de terres par un collectif ou par des personnes sans formation agricole reconnue.

**D'un point de vue pratique, les écoles d'agriculture abordent la thématique de la remise/reprise de fermes, mais seulement d'une génération à la suivante. Il n'y a que très peu d'intérêt pour les personnes issues d'une profession tierce.**

Le monde agricole traditionnel est également relativement fermé à l'idée d'accorder une place aux néoruraux travaillant avec des formes d'exploitations alternatives.

Pourtant, les cessations d'exploitation sont bien réelles, elles font partie du quotidien. Au cours des 20 dernières années, 35 000 fermes ont disparu. La plupart du temps, les voisins achètent les terres avant même que la vente ne soit rendue publique. Il est d'autant plus important de communiquer l'existence d'autres possibilités. Certaines personnes, comme les contrôleurs bio, sont au courant des remises de fermes. Il serait donc possible que ces renseignements soient publiés. Une plateforme de rencontre pour les personnes qui remettent une ferme et les personnes qui en cherchent fait défaut. L'accès à la terre pose aussi le problème du financement. Un hectare peut coûter quelques dizaines de milliers de francs, une ferme quelques centaines de milliers de francs.

**En France, il existe la fondation « Terre de Liens » qui achète des terres et conclut des baux à ferme de longue durée avec les exploitants. Son objectif est de préserver les terres et les fermes et de les soustraire à la spéculation. C'est une belle occasion pour les personnes ayant une formation tierce.**

En Suisse, nous sommes encore loin de tout cela. Il y a de premières discussions sur un changement de lois, alors que les fermes ne cessent de s'agrandir au lieu d'être transmises à de jeunes paysannes et paysans ou à des personnes qui veulent entreprendre des formes d'exploitation et de vie alternatives.

## 5.3 KATHARINA, MÉTIER DE RÊVE : PAYSANNE

Texte: Madlen, Noëmi, Ruth et Lukas

Bientôt, Katharina a fini de faucher le dernier pré. Elle se tient avec une certaine fierté sur son tracteur. Elle est fière de ce qu'elle a appris au cours des deux dernières années. Le grand tracteur, par exemple, elle le maîtrise. Hier, elle lui a encore fait un service spécial, afin qu'il soit prêt pour la récolte des foin. Bon, finalement, son maître d'apprentissage lui a quand même dit de prendre le vieux tracteur, qu'il marchait encore assez bien pour y atteler la nouvelle faucheuse frontale. Fallait juste qu'elle surveille la température. Oui, oui, depuis le temps, elle connaît aussi bien les machines que le fils du chef.

Le moteur ronronne. Avec un sourire rêveur, Katharina réfléchit à la ferme de Charles, à Suchy, qu'elle pourra peut-être reprendre en automne. 20 ha, presque tous des sols cultivables, et une vieille étable avec stabulation entravée dans une vraie maison vaudoise. Elle se demande: «Pourquoi suis-je aussi chanceuse?» Il y a tellement de jeunes qui rêvent de devenir agriculteurs et qui, pour y arriver, prennent leur mal en patience et font une deuxième formation, afin de monter leur propre exploitation dans un avenir lointain. Pourtant, la moitié de ses collègues de classe n'ont pas de ferme à la maison. Tous de futurs agriculteurs et agricultrices enthousiastes – et pourtant, des sans-terres? Une bonne partie d'entre eux envisagent leur avenir avec une certaine appréhension.

À Katharina, personne n'a vraiment réussi à expliquer comment trouver une ferme. À l'école, ça ne fait pas partie de la matière enseignée et les conseillers qu'elle a consultés n'avaient rien d'intelligent à lui dire. Qu'elle avait de bonnes chances de trouver un mari paysan. Pour beaucoup d'entre eux, une femme comme Katharina serait comme le beurre et l'argent du beurre, vu qu'elle connaissait son affaire. Le fait qu'elle ait déjà un partenaire charpentier ne les intéressait pas.

Tout le monde sait qu'une reprise de ferme est un sujet délicat. Il y a une tonne d'histoires, où la reprise a causé des problèmes familiaux: un bagage de connaissances différent, des intérêts divergents, des contextes changeants – ça crée des tensions.

C'était donc par hasard que Katharina a appris l'existence de Charles de Suchy. C'était Lisa de la fromagerie qui lui en a parlé. Charles allait prendre sa retraite dans un an et ses enfants ne voulaient pas reprendre la ferme. «Ce serait quelque chose pour vous», a dit Lisa. Le week-end d'après, Katharina et Thomas se sont rendus à Suchy en vélo. Elle a pris son courage à deux mains pour ne pas fuir devant le regard de Charles. Il voulait rien entendre.

Il la regardait comme si elle était une violeuse de sépulture. Et elle s'est sentie comme telle. Comment demander à un paysan, si on peut avoir sa ferme? Sûrement, elle ne s'y est pas prise de la meilleure façon. Mais elle ne voulait pas abandonner tout de suite et elle a commencé de parler de sa ferme d'apprentissage. Il connaissait la ferme, une bonne ferme. Mais il a coupé court, disant qu'il n'avait pas le temps pour bavarder, une vache voulait vèler. Il lui a dit de revenir dans une semaine pour lui parler de ses projets. Finalement, il était quand même curieux.

Tout à coup, le témoin de température s'allume. « Quelle merde, fallait quand même qu'il surchauffe, ce con! Ben, il n'est pas fait pour la nouvelle faucheuse, ma foi. » Katharina soupire et s'arrête à l'ombre. Elle boit une gorgée d'eau et récupère son iPhone. Au moins, elle pourra lire le SMS de Thomas. Mauvaises nouvelles: Charles a appelé. La reprise de la ferme tombe à l'eau. Il préfère donner ses terres en fermage, au voisin. Katharina a la gorge serrée.

C'était peut-être trop parfait pour être vrai? Après toutes ces discussions, Charles avait bien compris pourquoi ils voulaient reprendre la ferme à cinq. Laurent voulait cultiver des légumes dès que possible, il avait déjà négocié avec quelqu'un des paniers légumes de la région. Sabine, avec son expérience d'alpage, aurait repris les vaches laitières. Katharina voulait réaliser son rêve de longue date: cuire du pain dans un vieux four de village pour le vendre sur le marché. Elle a déjà commandé le moulin à céréales. Ils avaient aussi prévu de construire une petite fromagerie et un café et de temps en temps une grande fête avec tous leurs amis.

Même le financement était déjà assuré. Ils ont créé une association responsable des terres et constaté avec bonheur qu'il y a beaucoup de Suisses qui croient à l'agriculture suisse et sont prêts à investir dans son avenir. Katharina étant assez jeune, elle aurait touché l'aide initiale de la Confédération. C'était peut-être un peu serré, mais ils auraient sûrement réussi.

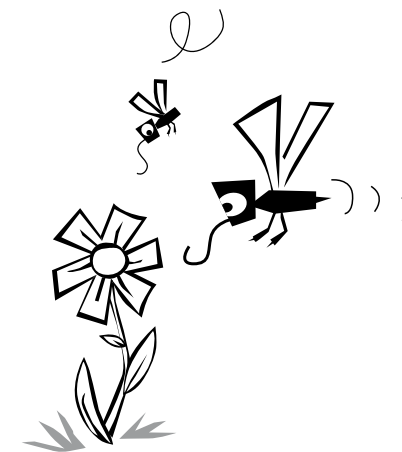
Toutes ces heures investies pour l'organisation; les discussions avec Charles, avec ses enfants, avec les voisins, la commune, les offices, avec tous ces gens qu'il fallait convaincre que leur groupe hétérogène peut reprendre une ferme. Sans aide, Katharina n'y serait jamais parvenue. Elle est apprentie, après tout, ce qui signifie qu'elle n'a qu'une fin de semaine sur deux de congé. Un autre miracle, c'est le soutien de Thomas. Il ne l'a pas quittée.

Et maintenant, tout est à recommencer. Lire les petites annonces dans l'Agri, dans Terre et Nature, dans le *Schweizer Bauer*, le *A-Bulletin*, la *Tierwelt*...

Tandis que le tracteur se refroidit doucement, c'est dans la tête de Katharina que ça commence à bouillir. Elle tourne en rond et elle sent la fatigue écrasante, accumulée au cours des derniers mois. Elle a envie d'aller à Berne avec son tracteur, pour aller y exprimer sa déception d'une façon ou d'une autre. On n'arrête pas de leur mettre des bâtons dans les roues et personne ne veut croire à leur projet. Mais ce ne sont pas des rêves stupides! Il s'agit de denrées alimentaires, d'un droit fondamental.

Katharina est convaincue qu'il faut créer un endroit où les gens qui veulent se lancer dans l'agriculture reçoivent un soutien pour créer des liens et accéder aux informations nécessaires. Lorsqu'un paysan cesse son activité, il faudrait que la vulgarisation agricole lui montre non seulement comment répartir ses terres entre les voisins, mais aussi, comment préserver la ferme ou comment trouver des néoruraux pour démarrer un nouveau projet.

Apparemment, la plus grande difficulté à surmonter est le fossé entre l'ancienne et la nouvelle génération et l'absence de confiance. Certes, il faut s'habituer aux nouvelles formes d'agriculture, mais elles ont un potentiel énorme pour la production de denrées alimentaires et aussi pour la structure sociale dans les villages.





## CHAPITRE 6 : LES CONSOMMATEURS, QU'ONT-ILS À GAGNER AVEC LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

En Suisse, les paysans représentent tout juste 3% de la population. Mais chacun peut participer à la politique agricole et nos consommateurs jouissent de droits quasiment régaliens. Est-ce le prix à payer de ce libre-choix ?



# 6.1 GARDER LA MAITRISE DU CONTENU DE SON ASSIETTE GRÂCE À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Texte : Aline Clerc

Provenance des produits, qualité des graisses, teneur en sel ou renoncement aux stimulateurs de croissance pour la viande figurent parmi les critères de choix des aliments. La souveraineté alimentaire permet à un pays de fixer ses propres standards, comme la Suisse l'a fait avec l'interdiction de l'élevage en batterie pour les poules pondeuses ou la stricte limitation des graisses trans dans les denrées alimentaires.

## Pour les consommateurs, la souveraineté alimentaire permet de :

### définir les informations devant être fournies avec les denrées alimentaires

- comme l'origine, le mode de production, la composition, les procédés utilisés, la déclaration nutritionnelle, etc. Pour permettre un choix en connaissance de cause, la FRC se mobilise actuellement pour rendre obligatoire la déclaration du type d'huile utilisée – colza, olive, palme, tournesol, etc. - à place de la déclaration « huile végétale ».

### participer aux choix des modes de production et de transformation des aliments.

- L'interdiction des farines animales, l'élevage respectueux des animaux et des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement concernent les consommateurs, que ce soit parce qu'ils ont une influence directe sur la qualité des produits ou parce qu'ils modifient leur cadre de vie.

### gérer les importations et en définir la qualité.

- Avec un taux d'auto-provisionnement qui ne dépasse pas 60%, la Suisse importe de nombreuses denrées alimentaires. La souveraineté alimentaire prévoit de définir leur qualité et d'éviter les importations de denrées alimentaires produites dans des conditions environnementales et/ou sociales scandaleuses

## obtenir des prix liés aux coûts de production

- pour assurer un revenu équitable aux agriculteurs et des prix justes et stables pour les consommateurs. La répartition des marges reste obscure. La spéculation sur les denrées alimentaires, qui renchérit le coût de l'alimentation, sans que les paysans en touchent leur juste part, n'est pas compatible avec la souveraineté alimentaire.

## COMMENT CONCRÉTISER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU QUOTIDIEN ?

- Lire les étiquettes et choisir en connaissance de cause. Certaines informations comme la provenance précise de la viande dans les produits transformés ou la qualité de l'alimentation des animaux (OGM ou non-OGM) ne sont, hélas, pas obligatoires, bien que souhaitée par les consommateurs. Néanmoins, les étiquettes fournissent de nombreuses informations utiles : liste d'ingrédients, pays de production ou de fabrication, labels attestant une production plus respectueuse de l'environnement, des travailleurs ou garante d'authenticité.
- Privilégier les produits locaux et de saison : cultivés en saison, les fruits et légumes ont moins d'impact sur l'environnement (transport, chauffage des serres, utilisation de pesticides). Fraîcheur et goût ne sont pas altérés par de longs transports.
- Choisir la vente directe : De nombreuses possibilités existent pour acheter directement auprès des producteurs : marchés, ventes à la ferme, paniers de l'agriculture contractuelle ou vente directe de viande. Ces ventes directes permettent également de limiter le gaspillage alimentaire ; les fruits et légumes non calibrés refusés par la grande distribution sont écoulés et pour une bête abattue tous les morceaux de viande seront consommés.
- S'informer et ne pas hésiter à poser des questions aux vendeurs, aux fabricants ou aux producteurs.

## 6.2 DE L'AGRICULTURE PAYSANNE DANS MON ASSIETTE!

Text: *Martine Meldem*

Les consommateurs souhaitent apporter leur soutien à l'agriculture paysanne parce que nous sommes leur garantie d'une alimentation de qualité. Ce soutien très disparate répond à notre diversité de production : je pratique la vente directe, tu montes à l'alpage avec ton troupeau, il cultive la vigne, nous cueillons des fruits, vous produisez des légumes, ensemble nous sommes tous très forts!!! L'essentiel est dans l'assiette. Et dans notre assiette, pas question d'y mettre n'importe quoi! Et dans notre assiette, si l'on ne fait pas attention, on y met n'importe quoi! Les produits estampillés et contrôlés qui quittent nos fermes sont transformés, bidouillés, juste pour permettre aux pharmas de donner une réponse chimique et grossir nos primes d'assurance.

### **J'exagère? Exemple :**

Les céréaliers sélectionneurs s'inquiètent de produire des qualités de blé toujours plus chargées en gluten. Le caractère spécifique de ces variétés est nécessaire pour fabriquer des pâtes à pain industrielles; grâce à la chimie ajoutée, elles n'ont plus besoin de temps ni pour lever, ni pour cuire.

Mais la nature a ses raisons : 36 000 personnes en Suisse développent des allergies, une autre, plus importante encore, est intolérante et une 3<sup>e</sup> gênée par l'assimilation de « notre pain quotidien » (source: amge, 2013). On peut donner deux types de réponse à ce problème :

- La première solution, logique et respectueuse de la nature et des hommes: cultiver des céréales correspondant à l'énergie dont notre moteur a besoin, comme on l'a fait depuis toujours ...et comme on sait encore le faire dans nos fermes et chez de nombreux artisans boulangers.
- On peut aussi imaginer une solution cynique et scientifique qui permette à la majorité des consommateurs de digérer le pain industriel? Je vous mets au défi de trouver ce que les pharmas, avec la complicité de la médecine, nous concoctent: pour faire taire les alarmes de notre système digestif face aux agressions d'une matière première « bidouillée », les pharmas sont en train de mettre au point ... un vaccin (source: RTS, 2013)!

**Contre les problèmes provoqués par les excès de gluten, d'accélérateurs, conservateurs et autres poisons, au nom de la santé, on veut nous vacciner pour faire de nous des consommateurs favorables à la fabrication industrielle!**

### **Voici un deuxième exemple tout aussi inquiétant :**

Nous produisons dans nos fermes un lait de haute qualité selon des cahiers des charges précis. Nous livrons un produit vivant proposé par la nature pour des humains. Le lait des vaches utilisé pour fabriquer le Gruyère est respecté aussi tout au long de la chaîne de transformation sans lequel il est impossible de fabriquer un fromage de haute qualité. Les laits PER, lait des Prés ou BIO de consommation se produisent aussi dans le plus grand respect des animaux et du produit, mais que deviennent-ils dans les usines? Ils sont à nouveau accommodés (par exemple, le lait UHT)! Sous prétexte de normaliser la matière grasse, ils passent automatiquement par une centrifugeuse pour prélever un peu de crème - ainsi plus de laits so-disant entiers. Ne subtilise-t-on pas une matière première appartenant au consommateur qu'il va payer une deuxième fois sous forme de crème ou de beurre?

S'il souhaite du lait allégé, le consommateur ne pourrait-il pas y ajouter de notre bonne eau du robinet et en le secouant un bon coup, se retrouver avec une bonne boisson de qualité à un super prix?



## 6.3 AVEC OU SANS ANTIBIOTIQUES POUR ACCOMPAGNER VOTRE VIANDE ?

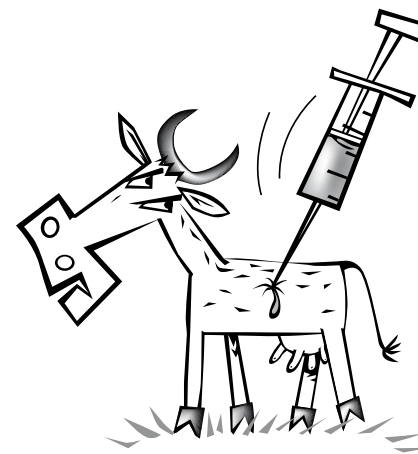
Texte : Erika Städeli Scherrer et Jakob Alt

La consommation élevée d'antibiotiques dans la production animale et les phénomènes de résistances liés a choqué beaucoup de consommatrices et de paysannes. Ces antibiotiques échappent au contrôle de la science et de l'industrie pharmaceutique et les conséquences touchent chacun et chacune. Les paysannes sont nombreuses à chercher des voies praticables pour éviter le développement de résistances : des circuits fermés et l'immunisation naturelle sont des solutions qui s'offrent à nous. Pourtant dans la pratique, cela s'avère difficile, car de nombreux procédés sur les fermes sont déjà soumis à la logique industrielle : même sur de petites fermes laitières, l'immunisation naturelle des veaux ne peut se faire sans un surcroît de travail considérable. Autre exemple, les exploitations d'engraissement doivent utiliser leurs structures à plein rendement et remplir les places qui se libèrent dans les plus brefs délais. Cela montre clairement que la pensée industrielle n'est pas liée à la taille d'une ferme. Selon le dernier rapport mondial de 2008 (rapport IAASTD, voir « Pour en savoir plus » du chapitre 1), l'agriculture nécessite un changement de cap fondamental et radical vers la souveraineté alimentaire.

### QUELQUES CHIFFRES CLÉS

- Sur la quantité totale d'antibiotiques écoulee annuellement en médecine humaine et vétérinaire en Suisse, soit 66 tonnes, l'agriculture en utilise 87 %, soit 58 tonnes – le plus souvent sous la forme de prémélanges médicamenteux, c'est-à-dire de préparations mélangées à de la nourriture pour prévenir des maladies chez les animaux.
- Dans les élevages d'engraissement industriels, les veaux boivent du lait à l'antibiotique en moyenne durant 34 jours dans une vie de 100 jours.
- L'utilisation d'antibiotiques provoque le développement de résistances des bactéries. À l'Hôpital, il y a de plus en plus de personnes qui doivent être traitées en isolement, parce qu'elles sont porteuses de bactéries antibiorésistantes. Par exemple, le nombre total de jours requis en isolement à l'Hôpital universitaire de Bâle s'est multiplié par dix au cours des dernières années, de 200 à 2000 jours.

SOURCE : RUNDSCHAU SRF 2012



Les antibiotiques dans la production de viande, un sujet très vaste et difficile à saisir ? Toutefois, la cause de la problématique est claire et facile. La consommation de viande augmente et la pression sur les prix engendre une production « industrielle ». La garde de bétail dans des troupeaux de plus en plus grands, par exemple, l'élevage intensif ou hors-sol, cause de nombreux problèmes qui nécessitent des traitements antibiotiques.

L'utilisation d'antibiotiques pour accélérer la croissance est interdite partout en Europe, mais l'utilisation de médicaments a quand même augmenté. Même si la législation suisse est plus restrictive en ce qui concerne la garde des animaux que celles d'autres pays,

De nombreuses études et de nombreux auteurs ont prouvé que l'utilisation d'antibiotiques est directement liée à la détention des animaux. La pression des prix sur les producteurs incite les éleveurs à détenir plus d'animaux sur une même ferme, afin de rentabiliser la « production ». Un autre facteur est le changement intervenu dans l'élevage des animaux de rentes pour obtenir des bêtes de haute performance. Ces derniers ont une santé plus fragile que les races originales. L'affouragement, souvent en désaccord avec les besoins des animaux, augmente également le risque de maladies chez les animaux, ce qui accroît davantage la nécessité de traitements médicaux.

Le consommateur doit bien évaluer la situation, chose extrêmement difficile, car les effets négatifs de l'élevage intensif discréditent aussi les paysans qui respectent des règlements sévères et qui produisent de façon durable. La consommation croissante de viande à l'échelle mondiale – à moindre prix pour les consommateurs – n'est pas vraiment favorable à la recherche de solutions.

« Moins pour une meilleure qualité » et une traçabilité conséquente pour connaître l'origine et le mode de production, voici des critères qui vont gagner en importance – et qui font d'ores et déjà partie des principes de la souveraineté alimentaire.



## 6.4 QUELLE AGRICULTURE VOULEZ-VOUS ?

Texte: Nelly Niwa

« Quelle agriculture voulez-vous ? » C'est la question que nous avons posée au citoyen vaudois lors d'une l'exposition virtuelle et de débats dans différentes régions. Nous lui demandions alors de choisir parmi 4 scénarios pour l'agriculture vaudoise de 2030. Ces scénarios avaient été imaginés lors d'une recherche menée à l'Université de Lausanne, en partenariat entre Agridea, Prometerre et le Canton de Vaud.

Aujourd'hui, les premiers résultats sont tombés, et ils sont unanimes. Le scénario qui a été majoritairement choisi est celui qui vise à rétablir les relations entre producteurs et consommateurs, à favoriser la consommation de produits locaux. Le consommateur y aurait un rôle tout particulier puisqu'il serait volontaire pour augmenter la part de son budget pour l'alimentation. Le scénario qui arrive juste derrière en termes de votes est celui qui vise à assurer une meilleure autonomie alimentaire et énergétique et où l'agriculture retrouverait alors un rôle central axé sur la production. Là encore, le consommateur verrait son budget pour la nourriture fortement augmenter. En parallèle, il est intéressant de constater que le scénario qui est au contraire rejeté unanimement est celui qui propose une libéralisation des marchés qui engendrerait certes une situation difficile pour l'agriculture suisse, mais des prix très avantageux pour le consommateur.

### Que retirer alors de ces résultats? Comment les interpréter?

Ce qui ressort tout d'abord, c'est que les deux scénarios plébiscités par le public montrent que le consommateur est conscient de l'importance pour le futur d'une agriculture locale. Il a choisi les scénarios où il affirme sa volonté de la défendre et à en payer le juste prix – dans ses achats, mais aussi à travers ses impôts - pour que ce soit possible. Ce qui est alors particulièrement intéressant c'est alors de se rendre compte que ces résultats et les volontés qui sont exprimées sont globaux. Ils se retrouvent sans distinctions dans toutes les catégories d'âge, de sexe, de lieu de l'habitat, des tendances politiques, des milieux agricoles ou urbains. Il y a un véritable consensus sur l'idée - que ce que l'on pourrait alors assimiler à la souveraineté alimentaire - est indispensable pour le futur.

## ÉCLAIRAGE : POURQUOI S'ABONNER À UN PANIER ?

« L'essentiel des échanges n'est donc pas uniquement la valeur marchande, mais également l'ouverture du dialogue entre citoyens et ceux qui travaillent la terre. L'objectif du consommateur n'est pas de trouver à tout prix le produit le moins cher, comme le producteur ne vise pas la maximisation de son profit. **L'envie de produits frais, sains et authentiques est une des raisons qui poussent le citoyen à adhérer à ce genre d'initiative, mais la solidarité naît à partir du moment où la démarche individuelle se transforme en choix collectif.** Cette responsabilité solidaire entre producteurs et consommateurs ouvre la voie à une autre manière de vivre ensemble et de faire société. Au-delà du circuit court et de la saisonnalité, il y a ce bout d'assiette que nous réinventons ensemble. »

Fabienne Tschanz

**« Si une alimentation de qualité doit être un droit, elle implique aussi des responsabilités. Là se trouve la véritable liberté !**

**La nourriture (re)prend ainsi la place centrale qu'elle se doit d'occuper dans nos vies. »**

Car depuis à peine un demi-siècle, nos sociétés modernes se sont complètement « hors-solisées » et la connaissance de la nature et en particulier de la production de quelque chose d'aussi fondamental que nos aliments s'amenuise.

Les associations d'agriculture contractuelle de proximité nous nourrissent pleinement, elles vont probablement constituer l'une des bases du monde de l'après-pétrole qui viendra bientôt se rappeler à notre bon souvenir. » Mathieu Glayre

### POUR EN SAVOIR PLUS

- source : amge.ch/gluten
- source : RTS, émission CQFD du 7 janvier 2013
- **Quelle agriculture voulez-vous ?** Vous pouvez voter sur [www.vaud2030.ch](http://www.vaud2030.ch)

## CHAPITRE 7 : NOURRIR LES VILLES, RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Depuis quelques années, dans le sillage de la mise en œuvre de véritables politiques publiques de développement durable au niveau communal, le rôle des villes dans la promotion de la souveraineté alimentaire se réaffirme.



## 7.1 LA VILLE NE PEUT PAS S'ÉCARTER DU DÉBAT SUR L'AGRICULTURE

Texte : Sandrine Salerno

### À GENÈVE ...

... canton-ville où la majorité des denrées sont consommées par les citoyen-e-s, la réflexion des autorités municipales sur la question agricole est importante et met en lumière la force des liens tissés entre ville et campagne. Cette réflexion s'est formalisée en 2009 à travers l'adoption du plan directeur communal Genève 2020 et en 2010 par la signature des Engagements d'Aalborg<sup>1</sup>.

Depuis lors, la Ville de Genève développe, par le biais de son service Agenda 21-Ville durable, des projets novateurs en matière de souveraineté alimentaire et d'agriculture de proximité. Ce faisant, la Ville de Genève fait office de pionnière en Suisse.

#### Quel axe d'action privilégier ?

Bien sûr, comme les politiques agricoles sont traditionnellement du ressort cantonal, la pertinence de l'action de la Ville de Genève en faveur d'une agriculture de proximité a d'abord été questionnée au niveau politique. Pourquoi la Ville s'occupait-elle d'agriculture alors que les cultures sont situées en dehors de son périmètre ? En réalité, les enjeux de notre alimentation (distribution, qualité des produits, prix, etc.) sont fortement liés aux centres urbains et il est légitime pour une municipalité de se préoccuper du produit qui arrive dans l'assiette de ses habitant-e-s.

Pour démontrer le bien-fondé de son action, la Ville de Genève s'est focalisée sur des projets concrets, et la mise en place de dynamiques avec la population, afin de questionner ses modes alimentaires et de réinstaller un peu de campagne en ville. Ainsi, l'action de la Ville a rapidement gagné en légitimité.

<sup>1</sup> Les Engagements d'Aalborg, du nom d'une ville danoise, c'est un processus de réflexion et d'action suivi par plus de 600 villes et communes en Europe. La Ville de Genève est la neuvième collectivité publique européenne à se doter d'une vision stratégique et cohérente du développement durable à travers ce texte commun. Elle se donne à cet effet treize objectifs prioritaires, détaillés dans son Programme stratégique de développement durable 2011-2014.

## L'Agenda 21, un outil au service de la souveraineté alimentaire

Dans sa feuille de route 2012 - 2015, le Service Agenda 21-Ville durable s'est fixé une série d'objectifs en matière d'agriculture de proximité :

### 1) Encourager la production et la diffusion de produits alimentaires locaux

Promouvoir une agriculture qui se pratique à proximité des marchés qu'elle dessert et permet d'assurer un maximum de transparence et de traçabilité sur les actes de production, de transformation et de commercialisation est une nécessité. Cette transparence s'impose comme un prérequis essentiel si l'on veut donner une marge de manœuvre à la population dans ses choix alimentaires.

La Ville de Genève accorde un soutien particulier aux initiatives de l'agriculture contractuelle de proximité. Exemples sur les plans sociaux et environnementaux, les modèles d'économie de proximité apparaissent comme une application très concrète du concept de souveraineté alimentaire. La Ville de Genève a ainsi soutenu financièrement le Moulin des Verpillères, une structure qui permet à des producteur-trice-s genevois-e-s de céréales bio de moudre localement et de produire du pain biologique à base d'épeautre cultivé, moulu et transformé sur Genève. Elle a également permis la mise en place d'un dépôt de stockage en plein centre-ville, permettant une distribution de produits de garde de l'agriculture contractuelle de proximité en Ville de Genève (restaurants, crèches, cantines, institutions publiques, épiceries, etc.)

Un autre levier important de notre municipalité réside dans le soutien à l'économie locale – un des objectifs stratégiques de notre commune en termes de développement durable – via les restaurants scolaires et les crèches qu'elle subventionne : il prévoit une augmentation de la part des produits locaux consommés dans les établissements publics de la Ville de Genève. Ainsi, le service des écoles et de la petite enfance a introduit dans le cahier des charges des cuisinier-ère-s une nouvelle exigence : l'utilisation régulière de produits labellisés de la région. Par ailleurs, les cafés et restaurants mis en gérance par la Ville sont incités à proposer à leur clientèle des produits locaux, de saison et de qualité.

### 2) Développer et soutenir des initiatives de production urbaine

La Ville de Genève soutient le développement d'initiatives d'agriculture urbaine telles que l'installation de parcelles potagères en milieu urbain, la construction de poulaillers au centre-



ville ou encore l'établissement de ruches dans des parcs municipaux. L'idée est ici de réinstaller un peu de campagne en milieu urbain, de recréer de la convivialité et une proximité entre citoyen-e-s et nature. Loin de remplacer les grandes cultures en campagne, l'agriculture urbaine possède de multiples avantages, parmi lesquels la création et le maintien d'espaces verts de biodiversité en ville et l'amélioration de la qualité de vie des citoyen-e-s en générant loisirs et liens sociaux. Elle peut également jouer un rôle dans la production alimentaire et l'accès à des produits de maraîchage locaux et de saison, ou encore favoriser l'autoconsommation.

### 3) Sensibiliser les publics à la consommation responsable

Pour la Ville de Genève, il est primordial de sensibiliser la population à une alimentation durable, locale et de qualité. Pour ce faire, la Ville de Genève organise chaque année, en partenariat avec les restaurants situés sur son territoire, l'événement « Semaine du Goût ». Elle est également partenaire du festival de films sur l'alimentation Food Focus.

## 7.2 NOS RELATIONS VILLE-CAMPAGNE AGRICULTURE URBAINE À BÂLE

Texte : Florian Buchwalder

La région bâloise connaît surtout une exploitation pionnière dans le domaine de l'agriculture contractuelle de proximité (ACP). Agrico-Birsmatthof existe depuis 30 ans et compte aujourd'hui plus de 1700 abonnés ! Tout le monde trouve ça génial, mais très peu de personnes comprennent la valeur réelle de ce système, notamment ses avantages sociaux, par rapport à l'agriculture conventionnelle.

Avec l'envoi de la Charte pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire avant les élections fédérales, Uniterre a confronté tous les candidats avec cette thématique. Les réactions nous ont fait l'effet d'une douche froide.

**Pour gagner le soutien d'un politicien, il est nécessaire de le presser avec une constance et une persévérance impossible à mobiliser pour un paysan.**

Mais dans notre région, la thématique est mise en avant par d'autres initiatives citoyennes, par exemple, Urban Agriculture Netz Basel (UANB), Lebensmittel Gemeinschaft Basel (LGB) et UniGärten Basel. Leur réseau est très étendu, grâce à l'économie sociale, l'université, etc. Les relations et les moyens de coopération sont soignés et améliorés au cours de séminaires, dont le nombre de participants augmente sans cesse. Souvent, on y invite des politiciens ou des personnes administratives. Le succès des initiatives bâloises repose surtout sur ce travail relationnel à tous les niveaux. Chaque nouveau projet coopératif peut profiter de ce réseau. Dernier en date, la coopérative Bergkäserei Spitzenbühl est la première initiative d'abonnement de produits laitiers en Suisse basé sur la charte de l'agriculture contractuelle de proximité. Grâce à ce réseau, le producteur de lait et fromage de Liesberg a pu contacter des milliers de consommateurs en très peu de temps pour définir avec eux quels produits laitiers et en quelle quantité seront produits et distribués tout au long de l'année. Environ 50% des membres de la coopérative sont des citoyens, dont quelques politiciens...

Urban Agriculture Netz Basel a initié plus de 30 projets communautaires depuis 2010, dont chacun a une gestion autonome. La Ville de Bâle en soutient quelques-uns, à l'exemple du projet phare de jardins communautaires sur un terrain bordant l'ancien stade de football. Elle a mis à disposition le terrain et ses employés municipaux de la voirie pour percer le béton ainsi que financé des outils, tels des bacs à compost. Dorénavant, plus de 250 variétés de fruits, légumes et herbes sont cultivées par les citoyens, aidés par un concepteur en permaculture et une spécialiste en agriculture biodynamique, et peuvent être achetés sur place à un prix libre. D'autres projets novateurs ont pris possession de lieux publics, ouverts accessibles et utilisables par tous, à l'instar de jardins productifs mobiles sur des friches urbaines, constitués de chariots de supermarchés usagés ou de palettes, qui pourront être déplacés vers d'autres sites lorsque les chantiers commenceront. La démultiplication de ces initiatives citoyennes est au cœur des discussions avec différents services de la Ville.

## LAUSANNE: DES ACTIONS PLURIELLES ET INTÉRESSANTES QUI MÉRITENT UNE STRATÉGIE POLITIQUE D'ENSEMBLE

Texte : Sarah Huber et Michèle Montet

**Les actions soutenues par la Ville sont déjà plurielles et intéressantes, mais sont encore trop isolées et dépendantes de l'important dynamisme de plusieurs services** (service du développement de la Ville et communication; service d'accueil de jour de l'enfance et service des parcs et domaines).

On peut citer l'accompagnement de la plate-forme bio locale (PBL), un relais pour les agriculteurs locaux afin d'atteindre les collectivités d'accueil de jeunes enfants en demande de fruits et de légumes bio, de saison et de proximité;

**la sensibilisation des cuisiniers des collectivités d'accueil par l'utilisation de l'outil Beelong, développé par l'école hôtelière de Lausanne et qui permet de mesurer l'empreinte écologique d'un aliment, d'un repas ou de la gestion d'une cuisine ;**

sa politique pionnière en terme de « plantages » avec l'adoption en 2011 d'un plan directeur des jardins familiaux et des potagers ; ou encore les réflexions menées sur les terres lui appartenant (la ville de Lausanne est propriétaire de 7 domaines agricoles et une centaine de parcelles totalisant près de 900 ha), à l'exemple de ce projet de réaliser sur un domaine périurbain une vitrine ouverte de l'agriculture de proximité.

Pour être valorisées et renforcées, elles mériteraient de faire l'objet d'une stratégie politique d'ensemble en faveur de l'agriculture de proximité précisant les objectifs, reliant les actions existantes entre elles et identifiant les actions supplémentaires possibles et les moyens, y compris financiers, à mettre en œuvre pour les réaliser.



## 7.3 DÉVELOPPER DES VOISINAGES VIVANTS

Texte: Thomas Gröbly

L'association *Redémarrer la Suisse* a pour but de valoriser des façons de vivre d'avenir. Les modèles de bon voisinage de l'association *Redémarrer la Suisse* illustrent clairement comment réaliser une telle société, voire comment faire mieux que 2000 watts, sans obliger les participants à devenir parcimonieux. Pour réaliser la société à 2000 watts, nous devrions diminuer de deux tiers notre consommation de ressources. Cela n'est pas possible en lançant des appels pour économiser de l'énergie, ni avec une meilleure efficacité énergétique.

**La seule façon de diminuer notre gaspillage de ressources est de supprimer les nombreux temps morts de notre société ; les distances entre travail, maison, consommation et loisir sont beaucoup trop grandes : nous travaillons à un endroit, dormons loin de là, rencontrons nos amis encore ailleurs, achetons dans de grandes surfaces loin des centres et consommons des produits fabriqués à l'autre bout du monde. Cela génère des dépenses en énergie et en temps inutiles, du bruit, du stress, l'imperméabilisation des sols et une énorme consommation de ressources et d'énergie – pas uniquement en Suisse. Pour atteindre les objectifs de la société à 2000 watts, l'économie doit être relocalisée et il est indispensable de soutenir une agriculture forte et un bon approvisionnement alimentaire. C'est très important, car 28% de la pollution globale sont générés par la production alimentaire. En Suisse, un tiers des aliments finit à la poubelle (voir Pour en savoir plus à la fin du chapitre).**

La souveraineté alimentaire est l'un des concepts de *Redémarrer la Suisse*. L'association veut également renforcer les liens entre producteurs et consommateurs. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la valorisation du travail à la campagne, mais aussi d'obliger les humains à assumer une partie de la responsabilité de leur nourriture. Avec le concept de l'agriculture contractuelle de proximité (ACP), les consommateurs délaissent l'état passif et deviennent accessoirement des coproductrices et coproducteurs, autrement dit, des consom'atrices et des consom'acteurs. La production de surplus et le gaspillage seront également évités, alors qu'ils sont inévitables dans le système traditionnel des livraisons par l'intermédiaire de grossistes.

Parallèlement à la souveraineté alimentaire, *Redémarrer la Suisse* veut développer des voisinages multifonctionnels, donnant une nouvelle structure à nos agglomérations, quartiers, communes et villes, pour mener notre nation hors des contraintes de la croissance et de l'accélération. Ainsi, la vie ne deviendra pas seulement plus écologique, mais la qualité de vie augmentera sensiblement.

L'approche proposée a déjà fait ses preuves à de multiples endroits et elle a une grande valeur pédagogique, car alors, les aliments nutritifs ne sont plus des marchandises anonymes : le nouveau système renforce notre conscience, notre respect et notre responsabilité pour nos moyens de subsistance, c'est un avantage pour les paysannes et les paysans.

Les gens qui veulent manger sainement tous les jours doivent s'engager politiquement pour la souveraineté alimentaire et acheter des aliments cultivés localement.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- Agenda 21 de Genève : [www.ville-ge.ch/agenda21/](http://www.ville-ge.ch/agenda21/)
- Moulin des Verpillères (GE) : [www.lesaresetvous.ch/moulin](http://www.lesaresetvous.ch/moulin)
- GRTA dans les restaurants scolaires et crèches (GE) : [www.terre-avenir.ch](http://www.terre-avenir.ch)
- Collectif Beaulieu (GE) : [www.preenbulle.ch/40/Beaulieu](http://www.preenbulle.ch/40/Beaulieu)
- Lebensmittel Gemeinschaft Basel : [www.expressinfo.ch/Profil/de/Basel/Lebensmittel-Gemeinschaft-Basel/1417](http://www.expressinfo.ch/Profil/de/Basel/Lebensmittel-Gemeinschaft-Basel/1417)
- Urban Agriculture Netz Basel : [www.urbanagriculturebasel.ch](http://www.urbanagriculturebasel.ch)
- Redémarrer la Suisse : [www.neustartschweiz.ch/fr](http://www.neustartschweiz.ch/fr)
- Association foodwaste : [www.foodwaste.ch](http://www.foodwaste.ch)

# QUELQUES ORGANISATIONS QUI S'ENGAGENT EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



**LA VIA CAMPESINA** | [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)



**COORDINATION EUROPÉENNE DE LA VIA CAMPESINA (ECVC)** | [www.eurovia.org](http://www.eurovia.org)



**GRAIN** | [www.grain.org](http://www.grain.org)



**CENTRE EUROPE-TIERS MONDE (CETIM)** | [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)  
[contact@cetim.ch](mailto:contact@cetim.ch) | 022 731 59 63



**AGENDA 21 GENEVE** | Gaetan Morel | [gaetan.morel@ville-ge.ch](mailto:gaetan.morel@ville-ge.ch)  
[www.ville-ge.ch/agenda21](http://www.ville-ge.ch/agenda21) | 022 418 22 33



**ETHIK-LABOR** | [www.ethik-labor.ch](http://www.ethik-labor.ch) | [thomas.groebly@ethik-labor.ch](mailto:thomas.groebly@ethik-labor.ch)



**NEUSTART SCHWEIZ / REDÉMARRER LA SUISSE** | [www.neustartschweiz.ch](http://www.neustartschweiz.ch)  
043 501 04 69



**FÉDÉRATION GÉNEVOISE DE COOPÉRATION (FGC)**  
[fgc.federeso.ch](http://fgc.federeso.ch) | 022 908 02 80

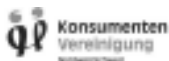
**PLATEFORME NATIONALE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**  
Contact : [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)



**STOP OGM** | [www.stopogm.ch](http://www.stopogm.ch) | Luigi D'Andrea | [l.dandrea@stopogm.ch](mailto:l.dandrea@stopogm.ch)



**FRACP** | [www.fracp.ch](http://www.fracp.ch) | [info@fracp.ch](mailto:info@fracp.ch)



**KONSUMENTEN VEREINIGUNG NORDWESTSCHWEIZ**  
[www.konsumenten.ch](http://www.konsumenten.ch) | [info@konsumenten.ch](mailto:info@konsumenten.ch)



**MARCHÉ PAYSAN** | [www.marchepaysan.ch](http://www.marchepaysan.ch) | [info@marchepaysan.ch](mailto:info@marchepaysan.ch)  
021 861 40 96



**JARDINS DU FLON** | [www.lesjardinsduflon.ch](http://www.lesjardinsduflon.ch) | [info@lesjardinsduflon.ch](mailto:info@lesjardinsduflon.ch)  
076 543 00 79



**PLATEFORME POUR UNE AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE**  
[www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch) | [agrisodu@bluewin.ch](mailto:agrisodu@bluewin.ch)



**LONGO MAÏ** | [www.prolongomai.ch](http://www.prolongomai.ch) | [info@prolongomai.ch](mailto:info@prolongomai.ch) | 021 262 01 11



**L'AUTRE SYNDICAT** | [www.lautresyndicat.ch](http://www.lautresyndicat.ch) | [lautresyndicat@bluewin.ch](mailto:lautresyndicat@bluewin.ch)



**FÉDÉRATION ROMANDE DES CONSOMMATEURS**  
[www.frc.ch](http://www.frc.ch) | Aline Clerc | [a.clerc@frc.ch](mailto:a.clerc@frc.ch)



**L'AFFAIRE TOURNERÈVE** | [www.affairetournereve.ch](http://www.affairetournereve.ch) | [contact@tournereve.ch](mailto:contact@tournereve.ch)  
076 285 57 52



**UNITERRE** | [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) | [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch) | 021 601 74 67

**SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG INDUSTRIE UND LANDWIRTSCHAFT (SVIL)**  
044 302 88 18 | [svil@svil.ch](mailto:svil@svil.ch)



**VAUD2030** | [www.vaud2030.ch](http://www.vaud2030.ch) | Nelly Niwa | [nelly.niwa@unil.ch](mailto:nelly.niwa@unil.ch)



**PLATEFORME BIO LOCALE** | [www.plateformebio.ch](http://www.plateformebio.ch) | [info@plateformebio.ch](mailto:info@plateformebio.ch)



**WWW.URBANAGRICULTUREBASEL.CH** | Bastiaan Frich | [bastiaan.frich@gmail.com](mailto:bastiaan.frich@gmail.com)



**SEMAINE DU GOÛT** | [www.gout.ch](http://www.gout.ch) | [contact@gout.ch](mailto:contact@gout.ch)

**ET ENCORE** | Slow Food | Attac Suisse | Déclaration de Berne | FIAN-Suisse | Alliance Sud | Swissaid  
Pain pour le Prochain | Action de Carême

# IMPRESSUM

**REMERCIEMENTS** | Cette publication a bénéficié du soutien de la Ville de Genève au travers de son service Agenda 21-Ville Durable, de la Confédération via le swiss contribution fund de la direction du développement et de la coopération (DDC) ainsi que de la Fachhochschule NordwestSchweiz. Nous les remercions.

## LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

AU CHAMP COMME DANS L'ASSIETTE

Du concept aux actions

Lausanne, avril 2013. 1ère édition

ISBN 978-2-9700870-0-7

© 2013, Uniterre

**CONTACT** | Secrétariat d'Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,  
T: 021 601 74 67, F: 021 617 51 75, [Info@uniterre.ch](mailto:Info@uniterre.ch), [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

**EDITEUR** | Uniterre

**GROUPE DE RÉDACTION** | Anne Gueye-Girardet, Ulrike Minkner, Jakob Alt (Uniterre),  
Thomas Gröbly (Fachhochschule et Neustart Schweiz), Stefanie Schenk et Samuel Jordi

**IMPRESSION** | AGRIDEA, Lausanne

**GRAPHISME ET MISE EN PAGE** | Samuel Jordi, Valeria Häberli, [www.sajo.ch](http://www.sajo.ch)

**ILLUSTRATIONS** | Stefane Cardoli, Samuel Jordi (Pictogrammes)

**TRADUCTION** | Stefanie Schenk

**RELECTURE** | Sonja Korpeter

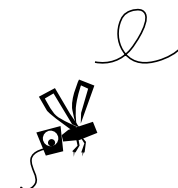
**PAPIER** | Recystar 100 % recyclé avec label Blue Angel

Cette publication existe en allemand sous le titre de

**FÜR EINE ERNÄHRUNG MIT ZUKUNFT**

SOUVERÄNITÄT AUF ACKER UND TELLER

ISBN: 978-2-9700870-1-4



uniterre

n|w Fachhochschule  
Nordwestschweiz

